**Rapport annuel du Programme d’Appui au Secrétariat Exécutif du FONAREDD**

Période du 1 janvier au 31 décembre 2020

Table des matières

[1. Données clés du programme REDD+ 3](#_Toc61356469)

[2. Résumé exécutif 4](#_Toc61356470)

[3. Brève présentation du programme 5](#_Toc61356471)

[3.1. Objectif Général 5](#_Toc61356472)

[3.2. Produits attendus du programme 6](#_Toc61356473)

[3.3. Contexte du rapport 6](#_Toc61356474)

[4. Etat d’avancement des activités et des résultats 6](#_Toc61356475)

[Sous-produit 1 : Le Plan d'Investissement REDD+ est mis en œuvre efficacement au travers de programmes de qualité 7](#_Toc61356476)

[Sous-produit 2 : La RDC mobilise des ressources additionnelles pour la mise en œuvre du Plan d'Investissement REDD+ au travers du FONAREDD 14](#_Toc61356477)

[Sous-produit 3 : La gestion et coordination d’ensemble des activités est assurée 20](#_Toc61356478)

[5. Contribution du programme à l’atteinte des indicateurs harmonisés FONAREDD-CAFI 22](#_Toc61356479)

[6. Contribution du programme à l’atteinte des jalons de la Lettre d’intention 25](#_Toc61356480)

[7. Exécution financière 26](#_Toc61356481)

[8. Gestion participative 27](#_Toc61356482)

[9. Termes transversaux 28](#_Toc61356483)

[9.1. Gouvernance 28](#_Toc61356484)

[9.2. Genre 33](#_Toc61356485)

[Mesures réalisées 33](#_Toc61356486)

[Participation égale des femmes et des hommes 36](#_Toc61356487)

[Développement de capacités 38](#_Toc61356488)

[Institutions 38](#_Toc61356489)

[9.3. Peuples Autochtones 38](#_Toc61356490)

[9.4. Autres groupes sociaux (jeunes, mineurs, etc.) 39](#_Toc61356491)

[9.5. Respect de normes environnementale et sociale 39](#_Toc61356492)

[10. Gestion des risques 42](#_Toc61356493)

[11. Illustration narrative spécifique 47](#_Toc61356494)

[12. Modalités de suivi 50](#_Toc61356495)

[13. Révisions programmatiques (le cas échéant) 57](#_Toc61356496)

[14. Auto-évaluation du programme 57](#_Toc61356497)

[15. Difficultés rencontrées et mesures prises 59](#_Toc61356498)

[16. Défis et leçons apprises dans la mise en œuvre du Programme d’Appui au SE 61](#_Toc61356499)

[17. Conclusion et recommandations 62](#_Toc61356500)

**Abréviations**

|  |  |
| --- | --- |
| AE | Agence d’Exécution |
| CAFI | Initiative pour les Forêts de l’Afrique Centrale |
| GTCR-R | Groupe de Travail Climat REDD – Rénové |
| LOI | Lettre d’Intention |
| SE | Secrétariat Exécutif |

# Données clés du programme REDD+

Tableau 1 Données clés du Programme d’Appui au Secrétariat Exécutif (SE)

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Programme & Référence | Secrétariat exécutif du FONAREDD, 00105166, 00117888 |
| Numéro de référence du Programme/MPTF | MPTF Office Project Reference Number: 1050542, 117920 |
| Localité, Secteur/Thème(s) du Programme | Kinshasa, gestion du FONAREDD |
| Partenaires de mise en œuvre | PNUD |
| Organisations participantes | PNUD et CTR/MinFIN |
| Budget du Programme (USD) | 15 866 934 USD |
| Durée totale programme (mois) : | Non déterminée |
| Date d’approbation du programme en COPIL FONAREDD (dd.mm.yyyy): | 09/05/2016 ; l’addendum du Programme d’appui au SE-FONAREDD a été approuvé le 05 Septembre 2019. |
| Date de 1er transfert de fonds par MPTF (dd.mm.yyyy):[[1]](#footnote-2) | 07/04/2017 |
| Date de lancement officiel/Démarrage effectif (dd.mm.yyyy): | N/A |
| Date de clôture originale (dd.mm.yyyy) | N/A |
| Date de clôture actuelle (dd.mm.yyyy) | N/A |
| Décaissements au 31/12/2020 | USD 6 586 310 |
| Dépenses globales (USD) au 31/12/2020 | USD 4713418,84 |
| Taux de consommation de la 1ère tranche | 72% |
| Date d’évaluation à mi-parcours le cas échéant | Prévue pour 2021 |
| Contact (Nom, titre, organisation participante et adresse mail : | Mirey Atallah, Conseiller Technique Principal, PNUD [Mirey.atallah@undp.org](mailto:Mirey.atallah@undp.org); |

# Résumé exécutif

Le premier partenariat entre la RDC et CAFI arrivant à termes à la fin de 2020, le Secrétariat Exécutif (SE) a fait face à une année tant exigeante que gratifiante, demandant des efforts importants en vue de suivre la réalisation des jalons de la première Lettre d’Intention (LOI) RDC-CAFI, ainsi que de préparer une deuxième LOI pour la période 2021-30. Une des tâches principales du SE cette année a été de tenir des consultations sur le nouveau partenariat avec les parties prenantes nationales ainsi que de préparer le lancement en Comité de pilotage des négociations officielles avec CAFI. L’année a aussi été marquée par la pandémie COVID-19, qui a représenté pour le SE des défis non-négligeables tant au niveau pratique que substantiel mais aussi des possibilités de se réinventer dans son fonctionnement. Alors que NORAD avait approché le SE FONAREDD pour le report de certains décaissements, le SE FONAREDD, sous le leadership de son Coordonnateur, a souhaité maintenir le cap et ne pas déférer des programmes qui pourraient être approuvés.

Les **réalisations principales du SE lors de l’année 2020** se résument comme suit :

* Le premier Forum du FONAREDD et sa Restitution, apportant les premières recommandations relatives au futur du Fonds et au nouveau partenariat RDC-CAFI post 2020 ;
* Neuf réunions du Comité technique et une réunion du Comité de pilotage, cette dernière ayant lancé les négociations sur le nouveau partenariat RDC-CAFI ;
* Deux enquêtes en ligne auprès des parties prenantes nationales, dont une ciblant les jeunes, concernant le nouveau partenariat ;
* Un atelier de trois jours de consultations nationales sur le nouveau partenariat, avec près de 200 participants représentant les secteurs concernés par la Stratégie nationale REDD ;
* La mise en place d’un groupe de négociateurs nationaux, incluant des représentants de tous les secteurs concernés ainsi que des personnes ressources et experts nationaux ;
* La facilitation des consultations et la finalisation des termes de référence pour l’audit légal des concessions forestières, transmis à l’Union Européenne pour recrutement de la firme et finalisation des accords avec la Direction Générale des Forêts pour la tenue des réunions du Conseil Consultatif National des Forets en attendant l’opérationnalisation du PDGF ;
* La finalisation du processus de contractualisation avec l’AFD pour le programme phare de gestion durable des forêts, et appui à la finalisation des documents de programme du PIREDD Maniema et de la reprise du Sud-Ubangi suite au désistement de l’agence d’exécution initiale;
* Quatre réunions des points focaux sur l’avancement vers l’atteinte des Jalons ;
* Préparation de la proposition d’approche pour les évaluations de programmes et le déclenchement des deuxièmes tranches ainsi que les TDR relatifs à l’évaluation à mi-parcours de plusieurs programmes ainsi que du Fonds entier ;
* Dix missions sur le terrain, de suivi et/ou d’appui aux COPIL des programmes ;
* Lancement du Cadre d’échanges et de collaboration entre les programmes financés par le FONAREDD pour faciliter la concertation entre les PIREDD et les programmes sectoriels ;
* Deux réunions tripartites sur les obligations légales en matière de la protection de l’environnement avec l’Agence Congolaise d’Environnement et les Agences d’Exécution des programmes ;
* En termes de mobilisation des ressources, bien que le SE ait été inscrit dans la loi de finances 2020, ceci ne s’est pas matérialisé en raison de la priorisation de la lutte contre COVID 19 ; toutefois, sur base de la stratégie de mobilisation des ressources développée en 2019, le SE a continué les efforts avec notamment les bilatéraux actifs en RDC qui pour la plupart démarraient les consultations pour le prochain cycle en 2020 et le secteur privé qui présente de plus en plus d’intérêt pour la RDC. De plus, le SE a engagé l’Initiative Inspecteurs des Taxes sans Frontières, préparé une note pour le Ministère des Finances ainsi qu’effectué une présentation. Ce dossier est encore sous examen.

Le travail du SE au cours de 2020 a **contribué à l’avancement de deux jalons intermédiaires du pilier Gouvernance** de la Lettre d’Intention :

* *Les résultats des interventions REDD+ sont mis à disposition du public de manière transparente au travers de rapports annuels publiés d’ici la fin du 1er trimestre de l’année suivante :* 
  + Le SE a publié les rapports annuels 2019 des agences d’exécution en ligne, ainsi que développé le rapport annuel consolidé du Fonds. Le lancement par le SE d’un nouveau site web pour le FONAREDD fin 2020, devrait faciliter l’accès aux rapport annuels à l’avenir. L’ouverture de comptes sur les réseaux sociaux et la publication des bulletins du FONAREDD permettent également la diffusion de l’information.
* *Analyse détaillée des risques […] réalisée en concertation avec les parties prenantes pertinentes, et mise en œuvre de mesures d’atténuation spécifiques et efficaces visant à assurer la transparence, la redevabilité et la bonne gouvernance dans la gestion fiduciaire, y compris dans la mise en œuvre du portefeuille d’interventions de la Stratégie‐cadre nationale et du plan d’investissement national REDD+ :*
  + Les consultations nationales sur le nouveau partenariat RDC-CAFI tenues en octobre, ont permis d’identifier des risques pour chacun des piliers de la Lettre d’intention ainsi que de trois aspects complémentaires (le dialogue politique, la surveillance des forêts, et les modalités de mise en œuvre). Cet exercice alimentera la mise à jour de la matrice de risques du fonds, qui se fera au courant de l’année 2021.
* D’un point de réalisation budgétaire celle-ci se résume comme suit :
  + Sur le total de 15.8 MUS$ approuvés 4.7 MUS$ ont été consommés jusqu’à fin 2020, tenant compte du ralentissement dans les décaissements dû à la crise COVID 19 en 2020 et à l’approbation tardive du document de programme révisé en 2019.
  + Plusieurs grands contrats n’ont pas pu être menés à terme, notamment, la contractualisation pour la mise en place d’un système de suivi géoréférencé, le développement d’une méthodologie commune pour le calcul des lignes de base de revenus, le recrutement de l’évaluation à mi-parcours du fonds.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Projets d'appui au Secrétariat Exécutif du FONAREDD** | | | | | | | | |
| **RESULTATS** | **FUND** | **BUDGET PRODOC** | **Dépenses** | | | | | **SOLDE PRODOC** |
| **2017** | **2018** | **2019** | **2020** | **Total** |
| **Résultat 1.1.: Programation et Supervision par les structures de Gouvernances** | **30000** | **561750,00** | - | - | 100887,67 | 216906,45 | 317 794,12 | 243 955,88 |
| **11100** | **2133016,00** | 166657,64 | 552369,26 | 466102,02 | 98506,68 | 1283635,60 | 849 380,40 |
| **Résultat 1.2: Programmation et suivi évaluation du portefeuille** | **30000** | **1600987,50** | - | - | 8 369,31 | 43 414,66 | 51 783,97 | 1 549203,53 |
| **11100** | **3000000,50** | - | - | - | 302535,72 | 302 535,72 | 2697464,78 |
| **Résultat 2.1.:Mobilisation des ressources** | **30000** | **963 000,00** | - | - | 27 398,43 | 121803,11 | 149 201,54 | 813 798,46 |
| **11100** | **1550830,00** | 28 209,13 | 17026,12 | 266558,95 | 485619,21 | 950 813,41 | 600 016,59 |
| **Résultat 2.2.:Partenariat et engagement stratégique** | **30000** | **1281860,00** | - | - | 4 012,50 | 169255,23 | 173 267,73 | 1108592,27 |
| **11100** | **1467040,00** | - | - | - | 32 704,27 | 32 704,27 | 1 434335,73 |
| **Outils de Gouvernance (Supprimé)** | **11100** |  | 12 813,47 | 69 127,58 | - |  | 81 941,05 | - 81 941,05 |
| **Résultat 3.: Gestion et Coordination** | **11100** | **2270443,00** | 112826,61 | 429758,58 | 460586,10 | 191033,19 | 1194204,48 | 1076 238,52 |
| **30000** | **1 038 007,00** | - | - | 28 848,17 | 195 101,08 | 223 949,25 | 814 057,75 |
| **Total** |  | **15 866 934,00** | **320 506,85** | **1 221 681,54** | **1 362 763,15** | **1 856 879,60** | **4 761 831,14** | **11 105 102,86** |

# Brève présentation du programme

## Objectif Général

Ce programme a pour objectif général d’appuyer le Secrétariat Exécutif du FONAREDD à délivrer ses fonctions d’appui au fonctionnement du Fonds, ses fonctions régaliennes d’encadrement de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD+ au travers de son Plan d’Investissement ainsi que de remplir les engagements pris vis-à-vis de l’Initiative pour la Forêt en Afrique Centrale (CAFI) par la signature de la Lettre d’Intention, notamment concernant le suivi de la réalisation des Jalons de la lettre d’intention.

Mandat du SE FONAREDD :

* Gestion des activités de fonctionnement du Fonds
* Analyse et conseil aux structures de gouvernance – Comité Technique et Comité de Pilotage
* Planification, programmation et suivi évaluation du portefeuille du Fonds, pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale REDD+ et de ses Plans d’Investissement REDD+.

Ancré de manière temporaire (cf. COPIL SE Décembre 2018) au Comité Technique de suivi et évaluation des Réformes (CTR) du Ministère des Finances, et appuyé par le PNUD, il s’agit d’un programme combinant la fonction de gestionnaire de fonds et du cycle de programmation ainsi que d’interlocuteur principal avec CAFI et les autres bailleurs du Fonds, en plus de la mobilisation des financements, des actions de développement, et du renforcement des capacités de la partie nationale en vue d’une transition graduelle et complète de la Fonction d’Agent Administratif et donc de la gestion du SE à la partie nationale. S’ajoutant à cela, le SE s’engage dans la conduite d’un dialogue politique de haut niveau, de la coordination et l’impulsion de réformes politiques multisectorielles.

Exécuté par le PNUD, ce programme vient appuyer le Secrétariat Exécutif du FONAREDD dont l’ancrage est au Comité Technique de suivi – Evaluation des Reformes du Ministère des Finances à délivrer les fonctions de Gestion quotidienne des activités du fonds, d’appui aux structures de Gouvernance du Fonds, de suivi – Evaluation du Portefeuille des Projets et de mobilisation tant des financements que des partenariats.

## Produits attendus du programme

Le produit attendu du Programme d’appui au SE FONAREDD est que **la RDC investit progressivement dans l’économie verte**, y sont associés trois sous-produits :

1. Le Plan d’Investissement REDD+ est mis en œuvre efficacement au travers de programmes de qualité ;
2. La RDC mobilise des ressources additionnelles pour la mise en œuvre du plan d’investissement au travers de FONAREDD ; et
3. La gestion et coordination d’ensemble des activités est assurée.

## Contexte du rapport

Le présent rapport se concentre sur les réalisations du Secrétariat Exécutif du FONAREDD (SE) pour l’ensemble de l’année 2020, deuxième année effective de fonctionnement du Secrétariat Exécutif selon son cadre de résultats actuel.

Le SE reçoit ses financements à travers deux contributions (i) le coût direct comme il est d’usage pour les secrétariats techniques de fonds et (ii) une contribution programmatique suppléant le coût direct pour couvrir les fonctions supplémentaires requises dans le contexte de la Lettre d’Intention signée avec CAFI. Le présent rapport couvre la totalité des contributions, inclue celle du Royaume de Suède qui contribue au SE à travers un pourcentage de la contribution affecté pour le cout direct et le déploiement d’une experte en son sein.

Il est important de noter la difficulté à scinder les résultats de l’appui du SE et ceux du Fonds dans son ensemble, tellement les liens sont étroits entre les deux. Un effort est fait à cet escient dans le présent rapport, même si certaines rubriques apportent des éléments tant pour le Fonds que pour le SE FONAREDD.

# Etat d’avancement des activités et des résultats

L’année 2020 a été productive malgré les retards et les défis causés par la pandémie du COVID-19. Relatifs à chacun des trois sous-produits déclinés dans le PTBA 2020, les Tableaux 2 à 7 présentent les activités réalisées du 1 janvier au 31 décembre, ainsi que comment celles-ci ont contribué à l’atteinte des trois sous-produits attendus du programmes. Une liste des réalisations les plus remarquables lors de l’année 2020 est disponible dans le Résumé exécutif.

## Sous-produit 1 : Le Plan d'Investissement REDD+ est mis en œuvre efficacement au travers de programmes de qualité

Tableau 2 Activités réalisées relatives au Sous-produit 1

| Activités prévues | Activités réalisées au 31 décembre 2020 | Source de vérification | En cas d’une réalisation incomplète, activités prévues pour plus tard, ou commentaires |
| --- | --- | --- | --- |
| 1.1 Programmation et supervision par les structures de gouvernance du Fonds | | | |
| Tenue des réunions du COPIL et engagement des membres | Une réunion de COPIL (COPIL10) le 12 août 2020. La réunion a, entre autres, validé le mécanisme d’approbation par email des membres du COPIL. Ce mécanisme a été employé trois fois en 2020. | Compte Rendu du COPIL10 ainsi que la liste de décisions approuvées. | Il a fallu près de 4 mois pour finaliser une des décisions du COPIL 10 et près de 6 mois pour le Compte Rendu. Ce processus devra être normalisé en 2021 avec des discussions en amont avec CAFI sur les décisions proposées, sans préempter le rôle décisionnel du COPIL.  Une mise à jour plus régulière des documents CT et COPIL sur le nouveau site web du FONAREDD sera assurée en 2021. Des compte rendus des réunions du CT seront également produites en plus des résolutions et des communiqués. |
| Tenue des réunions du CT et fonctionnement | Neuf réunions CT pendant la période (CT27-CT35). | Communiqués des CT ainsi que la liste de résolutions adoptées |
| Harmonisation, études complémentaires et capitalisation (modélisation de la transition énergétique, évaluation des RE potentielles, cadrage des mesures de conservation) | Préparations des TDR d’études potentiels sur : (i) la modélisation de la transition énergétique, conjointement avec l’AFD ; (ii) la modélisation des impacts de différents scénarios d’investissements ; (iii) la « value for money » des différents scénarios d’investissements ; (iv) un programme potentiel de paiement pour les services écosystémiques en RDC. | TDR | 1. Une note conceptuelle a été préparée et soumise à la Facilité 2050 de l’AFD qui a opté pour le recrutement d’un consultant afin de l’aider à cartographier le domaine de l’energie. 2. Des TDRs sur le calcul du cout de production d’une tonne de réduction d’émission ont été préparés l’étude sera lancée en 2021 3. La modélisation des impacts de différents scénarios d’investissements a été discutée et retenue pour appui par la BM, cet appui se déploiera en 2021. 4. Des discussions ont eu lieu fin 2020 avec CAFI sur les PSE, une note d’expérience et une note de cadrage des questions d’une étude de faisabilité ont été produits. L’étude sera lancée en 2021. |
| Coordination intersectorielle pour le suivi de la LOI | Trois réunions des points focaux des ministères sectoriels ; participation des ministères sectoriels à l’atelier de consultations nationale sur le nouveau partenariat RDC-CAFI (20-22 octobre) ; coordination avec lesdits ministères sur la préparation de propositions par pilier pour le nouveau partenariat. | Communiqué de l’atelier de consultation ; CR des réunions avec les points focaux. | Il est à signaler que plusieurs des Jalons 2018 sont largement dépassés, ceux de 2020 le seront à la fin de l’année. Plusieurs points focaux et programmes ont demandé des orientations quant au traitement des Jalons et ce message a été transmis au CA de CAFI sans réaction.  Les consultations se sont penchées sur les Jalons de la LOI 2016 – 2020 pour en déterminer la pertinence, la formulation et s’ils sont toujours d’actualité. Ceci fait partie des matrices transmises à CAFI. |
| Coordination avec les instances provinciales | Participation des Gouverneurs des provinces à la Restitution du Forum du FONAREDD (le 10 mars) et à l’atelier de consultations nationale sur le nouveau partenariat RDC-CAFI. | Communiqué des deux événements | Le comité des Directeurs de Cabinet des Gouverneurs fonctionne de manière ad hoc et mériterait d’être renforcé en dehors des missions de terrain. |
| Suivi de la LOI et encadrement des points focaux | Trois réunions avec les points focaux des ministères pour suivre le progrès vers les jalons. Production de deux rapports d’activités des points focaux. | CR des réunions avec les points focaux. | Cet appui, apporté par les experts du CTR, se déroule également en dehors des réunions formelles notamment pour la facilitation de consultations avec les points focaux en bilatéral et la préparation des COPILs. |
| 1.2 Programmation et suivi évaluation du portefeuille | | | |
| Finalisation de la programmation CAFI (Normes, Gouvernance MEDD) et décaissement des 2e tranches | Transfert de la 2e tranche déjà approuvé pour un programme (SNSF). Le décaissement de la 2e tranche des programmes Aménagement du territoire, Société civile, Réforme foncière et PIREDD Mai-Ndombe a été signalé et le processus des évaluations est en cours.  Des dispositions transitoires (en raison du COVID) pour le décaissement des 2e tranches de cinq programmes ont été proposées au CT mais le CA de CAFI a pris une décision contraire.  AMI pour le programme Normes lancé. |  | Il reste à préparer les TDR du Programme Gouvernance, et à finaliser le décaissement des deuxièmes tranches des programmes pour lesquels ceci a été approuvé. |
| Initiation du nouveau cycle de programmation 2020-2021 | Le CT31 a fait l’état des lieux de la programmation. La programmation s’est poursuivie avec, entre autres, la validation du document de programme du PIREDD Maniema et de la reprise du PIREDD Sud-Ubangi lors du CT35.  Le SE – FONAREDD a lancé, avec le concours de la CTB la collecte des éléments de base pour un PIREDD dans le KASAI ORIENTAL et le LOMAMI | Résolutions du CT35 | Il est à noter que, alors que les revues annuelles 2018 et 2019 avaient relevé la nécessité d’effectuer une sur-programmation, une fois matérialisée celle-ci a été refusée par CAFI. De même le manque de clarté sur le devenir du reste de l’engagement de la première LOI génère un risque réputationnel pour le FONAREDD sur les 2e tranches des programmes en cours.  Les propositions de plusieurs programmes permettant (i) de lever des blocages au niveau des programmes actuels ; (ii) consommer les allocations annuelles n’ont pas été retenues (e.g. addendum PO). |
| Suivi-Evaluation du portefeuille | Suivi-évaluation continu de tous les programmes par l’équipe Programmation et suivi - évaluation ; collecte des PTBA 2020 ; collecte et analyse des rapports annuels 2019 et rapports semestriels 2020 ; participation aux COPIL de l’ensemble des programmes ; dix missions de suivi sur terrain réalisées (pour les PIREDD Sud-Ubangi, Mongala, Kwilu, Equateur, Mai-Ndombe et Oriental ainsi que PROMIS. ) | PTBA et rapport des programmes ; rapport des missions. | Il est à signaler que, pour la Banque Mondiale, maintenant que les ALE sont en place les échanges directs avec ces ALE fluidifient les contacts et les échanges.  Globalement les agences et programmes se plaignent de trop d’intrusion du SE FONAREDD, trop de questions, trop de réunions de coordination et d’échange entre les programmes avec des demandes d’informations qui les distraient de la mise en œuvre. |
| Consolidation informatisée du S&E | Lancement de l’Appel d’offre pour le recrutement d’une firme chargée de produire l’outil de géoréférencement. | [www.cd.undp.org](http://www.cd.undp.org) | Le processus de recrutement a été annulé. En effet, le budget soumis était de 400,000 US$ plus élevé que l’enveloppe prévue pour cette activité. |
| Préparation et approbation du rapport d’activités du Fonds 2019 | Rapport annuel 2019 finalisé et félicité par le CT pour sa qualité et sa construction, apportant des éléments analytiques tant sur la performance du Fonds, les piliers du Plan d’Investissement et de la LOI ainsi que la performance des programmes. Rapport validé par le COPIL10 et publié sur le nouveau site web du FONAREDD. | [www.fonaredd-rdc.org](http://www.fonaredd-rdc.org) |  |
| Evaluations indépendantes des projets du Portefeuille | AMI lancés et consultants identifiés pour l’évaluation des programmes suivants : Aménagement du territoire, Réforme foncière, Société civile et PIREDD Mai-Ndombe. | Les AMI d’évaluation des différents programmes | Plusieurs processus ont été infructueux et des solutions palliatives ont du être trouvées pour mener à bien les évaluations sans trop de retards, les programmes ayant consommé leurs premières tranches. |
| Renforcement des capacités SE | Quatre nouveaux membres de l’équipe embauchés.  Retraite d’équipe tenue en février. | Rapport de recrutement disponible aux ressources humaines du PNUD, et rapport de recrutement passation de marché CTR. Rapport de mission de la retraite soumis au PNUD. |  |
| Mise à jour de la vérification indépendante | La deuxième vérification indépendante du Fonds a été finalisée et partagée avec le CT. | Rapport de la vérification indépendante. | Le SE apporte un appui à cette activité menée et commissionnée par CAFI. Il est à noter qu’une évaluation de CAFI a également été menée en même temps. Les deux étant à distance, cela a créé de la confusion et réduit la participation des parties prenantes.  En application des principes de transparence, il serait souhaitable que le rapport d’évaluation de CAFI soit partagé avec le FONAREDD. |
| Evaluation du Fonds | Les TDR de l’évaluation du Fonds ont été validés par le CT34. |  | Le département des achats du PNUD sera relancé en 2021. Il s’agit de bien définir la stratégie de recrutement au vu des défis rencontrés pour toutes es autres évaluations. |

Tableau 3 Résultats réalisés relatifs au Sous-produit 1

| Indicateurs | Baseline 2016 | Cibles 2019 | Résultats atteints fin 2019 | Cibles 2020 | Résultats atteints fin 2020 | Pourcentage de réalisation | Source de vérification | En cas d’une réalisation à moins de 100%, activités prévues pour plus tard, ou commentaires |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Propositions reçues pour la mise en œuvre du PI | Zéro | Pipeline de 30 Millions et 2 nouvelles provinces inclues | N/A | Pipeline de 30 Millions et 2 nouvelles provinces inclues | Le document de programme du PIREDD Maniema a été lancé (avec une enveloppe financière de 30 millions USD auxquels se rajoutent 18 millions EUR de co-financement de la GIZ). Les TDR du PIREDD Ko-Lomami sont validés (avec un budget de 42 millions USD dont 12 millions de co-financement d’Enabel). | 260% | Résolutions de CT35 (Maniema) et CT30 (Ko-Lomami) | Des problèmes dans la validation finale de ces programmes ont surgi qui n’avaient pas été anticipés du fait que les cibles tant du SE que de la consommation budgétaire étaient claires pour le SE FONAREDD. Ceci requiert une discussion avec CAFI pour établir les chaines de décisions et la marge de manœuvre accordée au FONAREDD. |
| Montant et nombre de programmes approuvés en COPIL | Le COPIL du FONAREDD a approuvé 44 M USD en octobre 2016 | 190 Millions en financement CAFI approuvés | 190 millions USD dans le cadre de la Lettre d’Intention et 25 millions d’USD supplémentaires de la Norvège (mais également à travers CAFI), ainsi que 4 millions du Royaume de Suède sur le Programme Intégré REDD+ de la province de l’Equateur (PIREDD Equateur), soit 219 millions approuvés en COPIL | 190 Millions en financement CAFI approuvés | 18 millions EUR de co-financement de la GIZ en attente d’approbation du COPIL (mail envoyé au COPIL le 17.12.2020). Cela ramène l’enveloppe totale des programmes à près de 241 millions d’USD. | 127% | Rapport annuel 2019 ; résolution du CT35 (Maniema) |  |
| Nombre de programmes opérationnels | Le FONAREDD a lancé un cycle de programmation de 122 M USD en mai 2016 ; aucun programme opérationnel en 2016 | 14 Programmes opérationnels en 2019 | 15 programmes opérationnels à la fin de 2019 | 22 Programmes opérationnels en 2020 | 15 programmes sont opérationnels. Encore trois ont été approuvés (Savanes, PGDF et PIREDD Maniema), dont les documents de programme ont été signés. | 68% | Rapport annuel 2019 ; décision par email sur le PIREDD Maniema | Les programmes Savanes, PGDF et PIREDD Maniema verront leur démarrage effectif lors du premier semestre 2021. |
| Nombre de rapports de suivi soumis | Zéro | 9 rapports annuels dont le rapport consolidé du fonds | 15 rapports annuels des agences d’exécution reçus fin 2019 / début 2020 | 14 rapports annuels dont le rapport consolidé du fonds 2020 et au moins 4 missions d'évaluation des PIREDD | Six missions d’évaluation des PIREDD (Equateur, Sud Ubangi, Mongala, Mai-Ndombe, Kwilu et Oriental) en plus d’une mission de suivi de PROMIS ont été réalisées.  En ce qui concerne les rapports annuels 2019 des programmes, 15 ont été soumis et le rapport consolidé du fonds a également été finalisé. | 100% |  | Le pourcentage de réalisation ne concerne que les missions d’évaluation des PIREDD. |
| Outils de suivi de la programmation développés et mis à jour dont la LOI | Draft de matrice de gestion des risques ; cadre de résultat du Plan d'Investissement ; indicateurs de CAFI | Suivi géoréférencé et informatisé du portefeuille mis en place, matrice de suivi des Jalons mise à jour de manière trimestrielle | N/A | Suivi géoréférencé et informatisé du portefeuille mis en place | Les TDR pour l’outil de géoréférencement ont été lancés et la firme a été identifiée ; les TDR standards de missions PIREDD ont été approuvés ; dix missions de suivi ont été effectuées (pour tous les six PIREDD opérationnels et pour PROMIS). | ~50% | TDR sur l’outil de géoréférencement | Le processus de contractualisation devra être repris après avoir été temporairement suspendu pour cause de sous-budgétisation. |
| Classification des programmes selon les indicateurs de performance du FONAREDD (dont taux de décaissement et genre) | Pas de système de classification de performance des programmes | 4 Programmes au minimum classifiés en vert / programmes performants | 1 programme classifié en vert dans le Rapport annuel 2019 du FONAREDD | Système de classification des programmes mis en place et mécanisme de gestion des programmes à risques effectif | Système de neuf critères de performance (dont le genre) mis en place et employé dans le Rapport annuel 2019. Sous-critères développés vers la fin du premier semestre 2020, pour utilisation dans le prochain rapport annuel.  Les programmes à risques ont été discutés en CT et en COPIL. | ~60% | Rapport annuel 2019 ; draft du Manuel de suivi et évaluation ; communiqué du CT30 | Le COPIL10 a demandé que des propositions soient développées sur le devenir des programmes dont la performance est cotée faible sur 2 ou 3 exercices successifs. |
|  |  |  |  | Matrice de suivi des Jalons mise à jour de manière trimestrielle, matrice de suivi des recommandations de la revue annuelle mise à jour mensuellement | Réunions trimestrielles tenues avec les points focaux des ministères sectoriels, et la matrice de suivi des jalons a été mise à jour chaque fois. | 100% | CR des réunions avec les points focaux |  |
|  |  |  |  |  | **Pourcentage de réalisation globale du Sous-produit 1 :** | **109%** |  |  |

## Sous-produit 2 : La RDC mobilise des ressources additionnelles pour la mise en œuvre du Plan d'Investissement REDD+ au travers du FONAREDD

Tableau 4 Activités réalisées relatives au Sous-produit 2

| Activités prévues | Activités réalisées au 31 décembre 2020 | Source de vérification | En cas d’une réalisation incomplète, activités prévues pour plus tard, ou commentaires |
| --- | --- | --- | --- |
| *2.1 Mobilisation des ressources* | | | |
| Etude sur les Flux Financiers | Les TDR de l’étude ont été finalisés. Un cabinet d’étude ainsi qu’un consultant national ont été recrutés. Le premier livrable a été finalisé. | TDR de l’étude ; contrats des consultants, le premier livrable | Le travail sur le deuxième livrable est en cours. Le cabinet et le consultant continueront à travailler sur les quatre autres livrables jusqu’à 2022. |
| Revue et révision du PI | RAS | N/A | Activité annulée sur demande de CAFI |
| Participation au board de CAFI | Participation et présentation (par le Coordonnateur du FONAREDD) à trois réunions du Conseil d’administration de CAFI ; participation du Ministre de l’Environnement à une des réunions du CA de CAFI. | Rapports des réunions de CAFI ; diaporamas de présentations du Coordonnateur. | Les participations aux réunions du CA de CAFI semblent plutôt protocolaires avec peu d’interaction et une approche de présentation au CA puis retrait de la partie congolaise. |
| Participation aux missions de mobilisation de ressources | RAS | N/A | Pas de missions organisées en 2020, toutefois les bailleurs UE, USAID et Belgique engagés du fait du lancement de leur réflexion sur le prochain cycle de programmation. De même pour la BM. |
| Fonds de préparation des programmes | Le CT29 a adopté une résolution sur les fonds de préparation des programmes. La note là-dessus a été validée par le CT et l’Agent administratif. | Communiqué du CT29 ; la note sur les fonds de préparation | La note doit être soumise à un COPIL en présentiel ou videoconférence pour approbation, elle ne peut être approuvée par email. |
| Alignement mobilisation des bailleurs | Le dialogue avec l’UE et USAID s’est poursuivi afin de réaliser un alignement entre leurs portefeuilles avec celui du FONAREDD. La pandémie n’a pas mis fin au dialogue et une discussion sur l’inclusion potentielle du FONAREDD dans le MoU d’USAID avec le gouvernement congolais a bien avancé.  Plusieurs institutions de financement de développement avec un intérêt dans la foresterie durable et les énergies renouvelables ont été identifiés, dont notamment Swedfund, Norfund et le Global Impact Fund financé par Finnfund. Un dialogue pour une collaboration potentielle future a été initié. Le FONAREDD a aussi tenu une réunion/effort de plaidoyer pour s’informer sur les possibilités du « responsAbility Energy Access Fund », qui finalement ne va pas inclure la RDC.  La firme ENI a également exprimé un intérêt à contribuer au FONAREDD, les échanges se poursuivront en 2021. | CR des réunions tenues | Les discussions se poursuivront en 2021. |
| Préparation du manuel de procédures pour ERPA et contribution Pays Bas | Contribution des Pays-Bas canalisée à travers CAFI. | N/A | Des imprévus en lien avec l’ERPA ont retardé l’entrée en vigueur.  En attente des orientations de CAFI pour la contribution des Pays Bas. A noter que les Pays Bas ont une attente de participation au COPIL du FONAREDD en raison de cette contribution, le mode opératoire leur a été clarifié. |
| Consultations et mobilisation autour du cadre stratégique | Deux enquêtes sur le nouveau partenariat RDC-CAFI organisées en ligne auprès des parties prenantes, dont une pour les jeunes. Atelier de trois jours de consultations nationales tenu en octobre, avec près de 200 participants.  Matrices thématiques produites / Revue systématique des Jalons de la LOI précédente | Communiqué de l’atelier. Diaporamas sur les consultations présentées au Conseil d’Administration de CAFI en novembre. |  |
| Négociation LOI 2021-2024 | Les négociations sur le nouveau partenariat RDC-CAFI ont été lancées par le COPIL10.  Mise en place d’un groupe de négociateurs multipartite couvrant la totalité des thématiques concernées qui s’est réuni plusieurs fois pour préparer les négociations avec CAFI et pour finaliser les propositions pour chacun des piliers de la LOI. | Documents relatifs au COPIL10 | Une seule réunion tenue avec CAFI en 2020 sur les négociations. Le calendrier, la désignation du groupe de négociateurs et les matrices ont été transmises à CAFI. |
| Appui à la mobilisation de la finance climat | Trois réunions tenues concernant une éventuelle soumission au Fonds vert pour le Climat, avec le Ministère de l’Environnement et du Développement Durable, le Programme des Nations Unies pour l’environnement et la société civile. Travail suspendu en raison de difficultés techniques d’estimation du taux de déforestation et d’émissions pour la période 2014-16.  Une soumission a été préparée pour le programme de financement des énergies renouvelables SREP des Fonds d’investissements climatiques (CIF) de la Banque mondiale  Des discussions ont été menées avec CAFI concernant une étude de faisabilité sur un éventuel programme de paiement pour les services écosystémiques (PSE), étant un mécanisme potentiel de finance climat, ont eu lieu vers la fin de l’année. | Compte rendu des trois réunions concernant le Fonds vert. Draft des TDR sur l’étude de faisabilité PSE. | Les discussions sur le Fonds vert pour le climat seront reprises ultérieurement ; une barrière principale est la délégation au MPTF-O de la gestion de tous les financements mobilisés pour le FONAREDD. Le PNUE est en réflexion sur les modalités de gestion.  La soumission au programme SREP devrait être finalisée et envoyée début 2021.  Une note sur les différentes modalités de contribution (contribution au fonds, co-financement, alignement) a été préparée par le SE FONAREDD mais est encore en discussions interne. |
| *2.1 Partenariat et engagement stratégique* | | | |
| Participation à la CCNUCC et autres forums | Le COP26 de la CCNUCC ayant été reporté en raison du COVID-19, l’évènement n’a pas eu lieu pendant la période sous examen | N/A |  |
| Institutionnalisation du FONAREDD | Cette activité requiert la mise en place d’un outil légal pour la personnalité juridique du FONAREDD. Le besoin a été signalé lors de la présentation du Coordo au COPIL 9 du FONAREDD. | RAS | Une analyse des implications de la création du fonds sous forme d’établissement public a été préparée par le SE FONAREDD qui relève les risques et les opportunités de cette forme. |
| Forum FONAREDD | Forum organisé 22-23 janvier avec près de 250 participants ; restitution du Forum le 10 mars. Les recommandations découlées du Forum ont alimenté les consultations concernant le cadre stratégique du nouveau partenariat. | Rapport annuel 2019 |  |
| Outils de communication | Trois éditions des *Echos du FONAREDD* publiées. Nouveau site web du Fonds lancé. | www.fonaredd-rdc.org |  |
| Revue annuelle | La revue annuelle du partenariat RDC-CAFI n’a pas eu lieu en 2020 |  |  |

Tableau 5 Résultats réalisés relatifs au Sous-produit 2

| Indicateurs | Baseline 2016 | Cibles 2019 | Résultats atteints fin 2019 | Cibles 2020 | Résultats atteints fin 2020 | Pourcentage de réalisation | Source de vérification | En cas d’une réalisation incomplète, activités prévues pour plus tard, ou commentaires |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Volume de financements capitalisant le FONAREDD, dont contribution domestique | 200 Millions de CAFI, zéro contribution domestique | 15 Millions supplémentaires en capitalisation directe du FONAREDD et/ou co-financement direct des programmes, zéro contribution domestique | 16% du portefeuille financé provient des cofinancements (3,4 millions USD de co-financement de JICA pour le PIREDD Kwilu, 25 millions de la Norvège pour PROMIS, et 4 millions de la Suède pour le recrutement d’un *Bilateral Associate Expert*). | 15 Millions supplémentaires en capitalisation directe du FONAREDD et/ou co-financement direct des programmes ;  250,000 en contribution domestique ;  nouveau cadre de coopération négocié avec CAFI | 23% du portefeuille financé provient des cofinancements (3,4 millions USD de co-financement de JICA pour le PIREDD Kwilu, 25 millions de la Norvège pour PROMIS, 4 millions de la Suède pour le recrutement d’un *Bilateral Associate Expert,* et 18 millions EUR de la GIZ) ;  ; négociations sur le nouveau partenariat RDC-CAFI en cours.  Une contribution pour le FONAREDD a été inclue dans la loi de finances 2020 mais ne s’est pas matérialisée. | ~70% | Rapport annuel 2019  Décisions du COPIL  Documents de Programme  Loi de finances | Les réunions tenues avec les bailleurs potentiels et les analyses effectuées ont permis d’identifier des pays qui voudront éventuellement contribuer au FONAREDD à travers soit un alignement de ressources, soit une contribution directe, soit du co-financement. Le travail d’identification de nouveaux bailleurs continuera dans le contexte des négociations du nouveau cycle de financement.  La provision incluse dans la Loi de finance n’a pas encore été matérialisée, mais l’inclusion du FONAREDD s’est faite au travers des activités du CTR. |
| Volume de financements Alignés au Plan | 60 Millions du FIP | 30 Millions USD d'alignement signés dont avec USAID, Financements FEM et GIZ |  | 30 Millions USD d'alignement signés dont avec USAID, Financements FEM et GIZ | Sept millions USD du FEM approuvés, 18 millions EUR de la GIZ d’approuvé par le COPIL pour le PIREDD Maniema, et 25 millions USD de l’USAID en négociation pour le projet *Forest and Biodiversity*. | 96% | GIZ : décision adoptée par le COPIL  FEM / PNUE : lettre de co-financement et prodoc  USAID : CR des réunions | Même si seulement 23% de la cible a été réalisée, il est à noter que les financements en négociation surpassent la cible. |
| Taux de décaissement du FONAREDD aux agences | Zéro | 80% de la capitalisation | Le taux de décaissement des financements du FONAREDD vers les Agences d’Exécution s’élevait à 66% à la fin de l’année 2019. | Minimum 80% de la capitalisation annuelle du Fonds | 81%. | 81% | MPTF gateway |  |
| Nombre de secteurs intégrant les dynamiques REDD dont le secteur privé | Un seul secteur, celui de l'environnement | 7 secteurs au total | Six ministères sectoriels mobilisés : aménagement du territoire, foncier, santé, énergie, agriculture, environnement | Le secteur privé est mobilisé pour appuyer les dynamiques mises en place par le FONAREDD | RAS | 0% | N/A |  |
|  |  |  |  |  | **Pourcentage de réalisation globale du Sous-produit 2 :** | **62%** |  |  |

## Sous-produit 3 : La gestion et coordination d’ensemble des activités est assurée

Tableau 6 Activités réalisées relatives au Sous-produit 3

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Activités prévues | Activités réalisées au 31 décembre 2020 | Source de vérification | En cas d’une réalisation incomplète, activités prévues pour plus tard, ou commentaires |
| Ressources humaines pour la gestion administrative et financière | Toutes les activités ont été appuyés par les membres de l’équipe avec des fonctions administratifs et financiers ;  Recrutement pour compléter les équipes. (Conseiller Senior Programmation et Suivi – Evaluation, Associé en Suivi – évaluation)  revue et ajustement des rapports financiers des activités ; production des rapports financiers et d’exécution trimestriels et semestriels. | Rapport de recrutement disponible aux ressources humaines du PNUD, et rapport de recrutement passation de marché CTR. |  |
| Activités de coordination du Secrétariat | Retraite annuelle tenue en février | Rapport de la retraite soumis au PNUD |  |
| Services communs | Migration vers Microsoft et OneDrive effectuée pour le SE. | N/A |  |

Tableau 7 Résultats réalisés relatifs au Sous-produit 3

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateurs | Baseline 2016 | Cibles 2019 | Résultats atteints fin 2019 | Cibles 2020 | Résultats atteints mi-2020 | Pourcentage de réalisation | Source de vérification | En cas d’une réalisation incomplète, activités prévues pour plus tard, ou commentaires |
| Le Secrétariat met en place les équipes nécessaires pour son fonctionnement | Deux coordonnateurs, deux conseillers internationaux, un assistant administratif | Le nouvel organigramme du SE FONAREDD est approuvé et toute l'équipe recrutée | Toute l’équipe sauf trois personnes est recrutée. | Le nouvel organigramme du SE FONAREDD est approuvé et toute l'équipe recrutée | Toute l’équipe est recrutée : Quatre nouveaux membres du SE ont été recrutés lors du premier semestre 2020, dont un *Junior Professional Officer* financé par la Norvège, deux associés de suivi et évaluation, et un expert senior en programmation, suivi et évaluation. | 100% | Rapport de recrutement disponible aux ressources humaines PNUD, et rapport de recrutement passation de marché CTR. | Le recrutement d’un P3 s’est montré infructueux. |
|  |  |  |  |  | **Pourcentage de réalisation globale du Sous-produit 3 :** | **100%** |  |  |

# Contribution du programme à l’atteinte des indicateurs harmonisés FONAREDD-CAFI

Le Document de programme du SE n’indique aucun indicateur harmonisé qui s’applique au programme. Toutefois, nous avons listé les indicateurs et cibles pertinents ci-dessous, en notant l’état d’avancement au 31 décembre 2020.

Tableau 8 Progrès assuré par le SE vers les indicateurs harmonisés FONAREDD-CAFI, 31 décembre 2020

| Indicateur | Ligne de base en RDC (ou date à laquelle elle sera renseignée) | Cible (approuvée dans le document de programme) | Fréquence de reporting | Progrès réalisé au 31 décembre 2020 |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Fonds National REDD+ en place | Absence d'un Fonds National REDD en RDC | FONAREDD opérationnel et fonctionnel | Une fois | 100% - le FONAREDD est opérationnel et fonctionnel |
| 1) Site FONAREDD opérationnel 3) Rapports des projets et du SE réguliers en ligne 4) Dispositif de plaintes et recours opérationnels et accessible au public | Existence de certains site internet pour les agences d'exécution | Site FONAREDD | Semestrielle | 100% - un nouveau site web opérationnel a été lancé, les rapports semestriels et annuels des projets et du SE sont mis en ligne, et il y a un mécanisme de plaintes et de recours sur le site web FONAREDD (mais il est à noter qu’aucune plainte a été reçue depuis sa création, ce qui indique peut-être qu’il n’est pas suffisamment bien connu). |
| Nombre de jours (en moyenne) entre l’annonce publique d’une réunion (CT, COPIL) et sa tenue | N/A | 15 jours calendaire selon le mode opératoire du CT et COPIL du FONAREDD | Semestrielle | L’invitation des réunions est diffusée trois semaines en avance pour le CT, et deux semaines en avance pour le COPIL. En 2021 un calendrier annuel indicatif pour le CT sera proposé. |
| Nombre de produits élaborés (plaquettes ou autre support papier) pour communiquer sur les programmes | N/A | Deux par an/projet ou programme | Annuelle | Une vidéo institutionnelle d'information sur ce qu'est le FONAREDD ; une maquette de brochure d'information générale sur le FONAREDD (imprimée en 1000 copies) ; une maquette de brochure d'informations sur les PIREDD (en cours d'impression) ; trois bulletins d'information trimestriels ; des communiqués de presse pour quatre événements clés (forum, restitution du forum, lancement des travaux d'élaboration de la politique forestière nationale, et atelier de consultations sur le nouveau partenariat RDC-CAFI).  Tous ces matériels sont disséminés par l’équipe de SE dans le contexte de leurs missions en province. |
| Nombre d'indicateurs du PI dans le plan national de développement | Absence | 34 indicateurs prévus | Une fois | 22 indicateurs intégrés dans le PNSD, travail effectué par S&E FONAREDD avec la concurrence de PNUE et PNUD (ONU-REDD). Il s’agit d’en faire le suivi. |
| Nombre de réunions entre ministères tenues sur la REDD+ (en RDC : COPILs) | Faible organisation de réunions | Une ou deux fois l'an | Semestrielle | 10 COPIL tenus en tout, dont un en 2020.  Réunions des points focaux (3)  Revue annuelle non tenue en 2020.  Mise en place du Cadre d’Echange et de Concertation |
| Perception des parties prenantes sur l’augmentation ou la diminution des actes ou risques de corruption et sur l’efficacité des mesures entreprises | N/A | Une amélioration de la perception | Une fois | L’évolution du progrès vers cet indicateur ne relève pas directement du FONAREDD, mais sera mesurée sur base des indicateurs standards de perception de la corruption, notamment le *Corruption Perception Index* de Transparency International (qui a attribué à la RDC un score de 18 sur 100 en 2019) et l’indice *Ease of Doing Business de la* Banque mondiale (qui a classé la RDC en tant que 183ème sur 190 pays en 2019). |
| % de plaintes et recours traité (Nombre de plaintes enregistrées par le biais des mécanismes officiels) | Non disponible avant le FONAREDD/zéro en 2016 | 100% de cas sont traités suivant le mécanisme | Annuelle | N/A – aucun plainte reçue |
| Matrice de gestion des risques actualisée | Absence | La matrice de gestion des risques est actualisée par les projets, et appliquée, y compris dans la gouvernance des projets. | Annuelle | La matrice de gestion de risques sera mise à jour en 2021, en tenant compte des analyses de risques issues des consultations nationales sur le nouveau partenariat RDC-CAFI. |
| Chaque groupe d’intérêt dispose de représentants qualifiés dans les structures de gouvernance des programmes | Faible | Les représentants des peuples autochtones, des femmes, des principaux groupes d’intérêts dans les structures de gouvernance sont représentatifs. |  | Dans le CT et le COPIL du FONAREDD, la société civile, les peuples autochtones et les jeunes sont représentés à travers le GTCR-R. Les bailleurs et le gouvernement sont également représentés.  Le SE FONAREDD appuie particulièrement la société civile par des sessions de préparation des différentes réunions, une revue de l’OdJ et la clarification de tout point y relatif. De plus, en 2019 le SE FONAREDD a appuyé le GTCRR dans la mobilisation d’un appui de EFI pour le renforcement de leur processus de consultation. Cet appui continue en 2020 et commence à démontrer ses effets. |
| Existence et application de la matrice de gestion participative des projets | Absence | Tous les projets sont encadrés par une méthodologie participative inclusive. | Annuelle | Le canevas des rapports semestriels et annuels des programmes, tel que défini par le SE, requièrent de chaque agence qu’elle rapporte sur la gestion participative. Toutes les agences n’adhèrent pas de la même manière à ces canevas. |

# Contribution du programme à l’atteinte des jalons de la Lettre d’intention

Tableau 9 Progrès assuré par le SE vers les jalons de la LOI

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Période de 1 janvier au 31 décembre 2020** | | | | | |
| **N°** | **Descriptif du Jalon** | **Objectif du pilier pertinent de la Lettre d’Intention** | **Progrès accomplis** | **Points d’attention particulière** | **Solutions proposées** |
| **8a** | Les résultats des interventions REDD+ sont mis à disposition du public de manière transparente au travers de rapports annuels publiés d’ici la fin du 1er trimestre de l’année suivante | Gouvernance : Promouvoir l’alignement dans le pays des interventions du secteur public et privé, national et international sur les objectifs REDD+ ; assurer la transparence et la consolidation de l’information ainsi que l’application de la loi dans les secteurs pertinents pour la REDD+. | Les rapports semestriels et annuels des agences et le rapport annuel du Fonds sont publiés sur le site web du FONAREDD. Les rapports annuels (des agences et du Fonds) sont également publiés sur le site web MPTF. | Le site web initial est devenu trop lourd en raison de la quantité de documents uploadé, ce qui, en RDC en alourdit l’accès. C’est ainsi que le site a été changé et l’approche retenue est de mettre en place des liens plutôt que les documents complets. Il en va de même pour la bibliographie sur les piliers, les documents référence et les documents produits par les programmes. | Consulter largement sur les améliorations à apporter sur le site web.  Continuer la production des bulletins en dur et en ligne qui permettent la dissémination de l’information. |
| **8e** | Analyse détaillée des risques, d’ici à la fin 2016, réalisée en concertation avec les parties prenantes pertinentes, et mise en œuvre de mesures d’atténuation spécifiques et efficaces visant à assurer la transparence, la redevabilité et la bonne gouvernance dans la gestion fiduciaire, y compris dans la mise en œuvre du portefeuille d’interventions de la Stratégie‐cadre nationale et du plan d’investissement national REDD+. | RAS | RAS | La matrice de risques du FONAREDD sera mise à jour en 2021, en tenant compte des analyses de risque issues des consultations nationales sur le nouveau partenariat RDC-CAFI tenues en octobre 2020. |

# Exécution financière

Tableau 10 Taux de décaissement du programme

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultats** | **Budget Total (USD)** | **Budget prévu 2020** | **Dépenses**  **annuelles 2020** | **Solde au 31/12/2020** | **Taux de décaissement** |
|
| Résultat 1.1. Programmation et Supervision par les structures de Gouvernance | 2 694 766,00 | 687 955,50 | 315 413,13 | 372 542,37 | 46% |
| Résultat 1.2. Programmation et Suivi – Evaluation du Portefeuille | 4 600 988,00 | 1 044 895,60 | 345 950,38 | 698 945,22 | 33% |
| Résultat 2.1. Mobilisation des Ressources | 2 513 830,00 | 381 147,91 | 201 959,50 | 179 188,41 | 53% |
| Résultat 2.2. Partenariat stratégique et engagement | 2 748 900,00 | 883 217,59 | 607 422,32 | 275 795,27 | 69% |
| Résultat 3 Gestion et coordination | 3 308 450,00 | 638 105,20 | 386 134,27 | 251 970,93 | 61% |
| **Total** | 15 866 934,00 | 3 635 321,80 | **1 856 879,60[[2]](#footnote-3)** | 1 778 442,20 | 51% |

Globalement le taux de dépenses pour l’année 2020 s’est situé à 51% tel que repris dans le tableau ci – haut. Le gros des activités prévues, étant des études pour alimenter la programmation et le suivi du portefeuille, le Secrétariat Exécutif a été obligé de privilégier les consultances qui pouvaient se faire home based ainsi que le suivi des activités à distances, en utilisant les NTICS. De plus, plusieurs études prévues pour contractualisation en 2020 avaient été sous-estimées (e.g. suivi géoréférencé budgétisé à 150,000 US$ soumissions reçues à 550,000). Ceci correspond aux cas observés chez les agences d’exécution dont le budget a souvent été compressé et qui s’avère insuffisant lors de la mise en œuvre.

Tableau 11 Suivi des contrats signés par le SE lors de 2020

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N° du Contrat** | **Intitulé et thématique** | **Montant** | **Date signature contrat** | **Date début des travaux** | **Date fin Contrat** | **Délai Exécution Prévu** | **Commentaires** |
| IC-LGL/CM/2020-35 | Infographe pour mettre en page le rapport annuel 2016 à 2019 et pour créer les canevas des différents documents | 8200$ | 22 juin 2020 | 22 juin 2020 | 22 NOVEMBRE t 2020 | N/A | RAS |
| IC-LGL/CM/2020-18 | Faune et Flore : Consultant International Flux financier | 188313 | 02/03/2020 | 02/03/2020 | 02/03/2021 |  | Désistement de deux des consultants pendant la mise en œuvre. Les échéances sont reportées et l’appui EFI intensifié. |
| IC-LGL/CM/2020-79 | BDO LLP/ Audit CTR | 3750 | 29/07/2020 | 29/07/2020 |  |  | En attente des conclusions. |
| IC-LGL/CM/2020-9 | Marcel Kanda/ Consultant National Flux Financier | 46040 | 03/02/2020 | 03/02/2020 | 02/03/2021 |  | Lié à Faune et Flore. |
| IC-LGL/CM/2020-54 | Philipe Le Bailly/ consultant International Comité Technique | 31600 | 03/08/2020 | 03/08/2020 | 03/08/2021 |  | RAS |

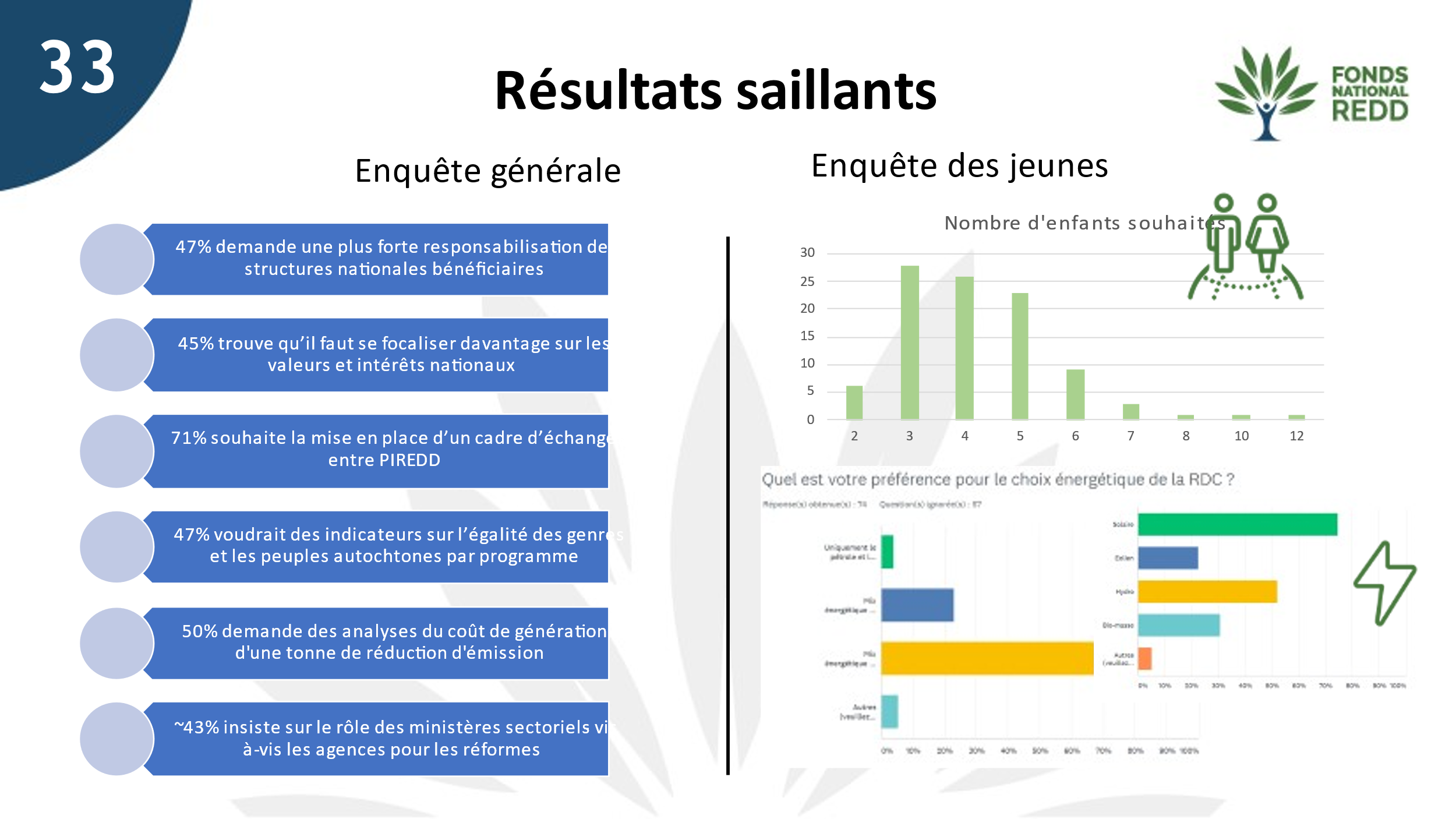
# Gestion participative

Les instances et les exercices de gouvernance du FONAREDD sont inclusifs, notamment le COPIL, le Comité Technique, les revues annuelles ainsi que les revues trimestrielles du progrès vers les jalons. Ainsi, le programme veille à ce que les représentants de tous les secteurs pertinents – notamment des gouvernements national et provinciaux, de la société civile, du monde académique et des bailleurs – puissent observer et participer à la vie du fonds de nombreuses façons. Pendant l’année 2020, la gestion participative a notamment été assurée à travers les acticités suivantes :

* L’organisation de neuf réunions du Comité technique et une réunion de COPIL, avec des représentants des bailleurs, de l’administration nationale et de la société civile ;
* L’organisation de trois réunions trimestrielles avec les points focaux des ministères sectoriels sur le progrès atteint vers les jalons de la Lettre d’Intention RDC-CAFI ;
* L’organisation d’événements d’échanges avec plusieurs parties prenantes différentes, notamment le Forum en janvier et la Restitution du Forum en mars. Ces événements ont permis à tous les partenaires de partager les leçons tirées du fonctionnement du fonds et leurs contributions concernant son futur. Les recommandations du Forum ont alimenté les consultations sur le nouveau partenariat.
* La tenue de consultations dédiées au nouveau partenariat entre la RDC et CAFI, à travers deux enquêtes en ligne (dont une avec 36 participants et l’autre avec 130), un atelier de trois jours en octobre (avec près de 200 participants), et des réunions du groupe national de négociateurs. Ces efforts ont permis à un grand nombre de parties prenantes d’apporter leurs avis sur le nouveau cycle de financement.

Le Secrétariat exécutif n’a pas fait usage du « Guide méthodologique de consultations » produit et disséminé par le GTCRR, et devrait renforcer les efforts d’application des principes qui y sont proposés ; de plus il faudrait que le SE appuie le GTCRR à produire un résumé exécutif de ce manuel.

Il faudrait signaler que le rapport de vérification indépendante a relevé le manque de clarté sur les principes de ‘participation et transparence’ tant dans la lettre d’intention que dans le guide méthodologique. Ceci a amené le FONAREDD a solliciter l’appui de EFI pour la revue des principes de participation dans la législation congolaise et produire une note d’orientation qui clarifie l’entendement pour tous. Ce processus a été retardé en 2020, mais sera poursuivi et finalisé en 2021.



# Termes transversaux

## Gouvernance

Les structures de gouvernance du Fonds incluent : (i) le COPIL du Fonds ; (ii) le Comité Technique ; (iii) le COPIL du Programme d’appui au SE.

Une seule réunion du COPIL du Fonds a été organisée en 2020, le COPIL10 du 12 août. Celle-ci était la première réunion virtuelle du COPIL, tenue exceptionnellement sous ce format en raison de la crise COVID et du précédent établi par les réunions en ligne du Conseil des Ministres. Cette réunion a eu comme résultat le lancement officiel des négociations du nouveau partenariat entre la RDC et CAFI. Ci-après un tableau présentant les trois décisions prises par le COPIL10 ainsi que les actions de suivi menées ou prévues par le SE.

Tableau 12 Suivi des décisions prises par le COPIL en 2020

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Réunion | Décision | Suivi effectué par le SE | Suivi prévu par le SE |
| COPIL10 (12/08/2020) | Approbation du rapport annuel 2019 du FONAREDD | Rapport finalisé en prenant compte des observations apportées. | Assurer la mise à jour semestrielle de l’évaluation de la performance de tous les programmes ; revoir les critères de performance ; développer des propositions sur le devenir des programmes dont la performance est cotée faible sur 2 ou 3 exercices successifs. |
| Lancement des négociations du nouveau partenariat RDC-CAFI 2021-2030 | Consultations nationales tenues, à la fois en ligne et sous forme d’un atelier de trois jours fin octobre ; plusieurs réunions du groupe de négociateurs nationaux tenues ; négociations avec CAFI lancées. | Finaliser les négociations avec CAFI, en vue de signer une nouvelle Lettre d’intention. |
| Autorisation du mécanisme d’approbation des budgets de programmes par email | L’approbation par email a été demandée auprès des membres du COPIL en décembre 2020, concernant le décaissement d’une partie de la deuxième tranche du Programme d’appui à la réforme foncière, l’addendum du PIREDD Mongala, et l’approbation et le décaissement du PIREDD Maniema. |  |

Pour le Comité Technique, 9 réunions ont été organisées au cours de l’année 2020 (CT27-35. Le SE a réussi à assurer la cadence de ces réunions malgré le confinement résultant de la pandémie COVID, avec comme implication qu’à partir du mois de mars, les réunions se sont tenues sur des plateformes virtuelles. Le mandat des membres du Comité Technique aurait dû être renouvelé en 2020, toutefois face aux complications déjà existantes, le processus a été reporté pour 2021. Il s’agit notamment de remplacer la Banque Mondiale qui n’a plus pris part aux réunions du CT depuis 2018. Cette partie du manuel de procédures est à réviser de sorte à permettre plus de flexibilité dans le choix des instances tout en garantissant une diversité de perspectives et de profils pour que le Comité Technique puisse maintenir des débats de qualité contribuant ainsi à une programmation de qualité.

Une seule réunion du COPIL de Programme d’appui au SE s’est tenue en Février 2020 pour approbation du PTBA ; une deuxième réunion avait été proposée en Octobre 2020 mais pour laquelle le quorum n’a pas pu être fixé avant la fin de l’année. Une planification anticipée des réunions devrait permettre de les tenir en temps voulu, et surtout de séquencer (i) la revue annuelle ; (ii) la réunion de COPIL d’examen du PTBA et (iii) la retraite du SE FONAREDD.

Alors que le point relatif au décret du FONAREDD avait été soulevé lors du COPIL 9 de Décembre 2019, ce dossier n’a point avancé ; toutefois l’équipe du SE FONAREDD suit de près l’évolution institutionnelle notamment en ce qui concerne la mise en place des différentes Autorités, Agences etc… La gouvernance Climat au niveau du pays évolue en effet rapidement, et le SE FONAREDD a pris part et contribué à la revue de la Stratégie Nationale pour le Climat, à la Loi Nationale sur le Climat et au processus de réflexion autour de la CDN, même si ce dernier reste très faible.

Finalement, le FONAREDD (par son SE ou ses autorités) a pris part aux réunions du Conseil d’Administration de CAFI pour présentation des perspectives congolaises, mais sans participer au processus de prise de décision. Le point relatif à la réciprocité dans l’inclusion reste valable en 2020, toutefois le niveau de représentation du côté CAFI a marqué une nette amélioration, indiquant ainsi une écoute des préoccupations de la partie congolaise.

## Genre

### Mesures réalisées

Comme tous les programmes financés par le FONAREDD, le SE prend en compte l’aspect genre dans la participation intégrale et effective des parties prenantes à plusieurs niveaux, ainsi respectant les garanties de Cancun et les principes généraux REDD+ de la RDC. Ci-dessous une liste des mesures réalisées en 2020 pour renforcer l’intégration de l’aspect genre dans le fonctionnement et les activités du SE.

Tableau 14 Intégration de l’aspect genre dans le travail du SE

| Critère | Actions prises pour intégrer l’aspect genre | Résultats | Coût en USD | Défis |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Contexte | La responsable genre au sein du SE a continué à proposer des mesures pour mettre l’intégration de l’aspect genre sur l’agenda du FONAREDD et pour renforcer l’égalité des genres dans nos activités, notamment à travers les activités listées ci-dessous. |  | N/A | Comme le FONAREDD a plusieurs priorités, il est parfois difficile de mettre en avant les priorités genre. Un aspect qui manque est une analyse complète de l’aspect genre en relation avec le changement climatique et la perspective REDD+. Ceci est prévu dans le contexte du programme d’appui du PNUD à la CDN. Un groupe de travail avec une expertise genre a été lancé durant le mois de juillet 2020 dont le FONAREDD fait partie. |
| Mise en œuvre/Activités | L’élaboration d’une note d’orientation pour l’intégration de l’aspect genre au niveau de la programmation du FONAREDD est en cours de finalisation par le SE FONAREDD.  Le SE FONAREDD a tenu plusieurs ateliers afin de sensibiliser les responsables des programmes intégrés (lors des missions sur le terrain) sur les sauvegardes, y inclus l’intégration de l’aspect genre.  Un atelier pour réunir tous les responsables de programmes sur les sauvegardes, y inclus l’aspect genre, a été reporté dû à la crise pandémique. | La stratégie/note d’orientation est toujours en cours de validation. | N/A | Rien à signaler |
| Suivi-Evaluation | Les critères d’intégration de l’aspect genre ont été renforcés et consolidés. | Dans le rapport annuel 2019 du FONAREDD, tous les programmes ont été cotés sur le genre et chacun des rapports analysé sous cet angle. | N/A | Il est parfois difficile de mesurer l’intégration de l’aspect genre dans les programmes exécutés par les agences, surtout s’ils n’ont pas soumis des informations suffisamment riches dans leur rapport semestriels et annuels. |
| A travers son appui aux programmes sectoriels portant sur l’élaboration et les réformes des politiques et des lois, le SE a soutenu l’intégration de l’aspect genre dans ces processus. | L’appui du SE a contribué à intégrer la perspective des femmes et l’égalité des genres dans les domaines fonciers, de l’utilisation des terres ou de la répartition des droits d’usage (Aménagement du Territoire et Réforme Foncière). | N/A | Il reste difficile d’assurer la participation égale des hommes et des femmes dans les processus participatifs liés à l’élaboration des projets lois et la répartition des droits d’usage. La vision holistique pour réaliser les objectifs de l’égalité des genres requiert plusieurs composantes qui ne sont pas toujours inclues dans les activités des programmes du Fonds (éducation, sensibilisation, responsabilisation et changement de comportement) et qui bute sur le contexte culturel où les femmes sont très peu impliquées aux postes de décision (changement noté en 2020). |
| Budget | Le SE FONAREDD compte une responsable pour l’intégration de l’aspect genre. Cependant, il n’y a pas de budget précis pour les activités et les mesures pour renforcer l’intégration de l’aspect genre. Le budget genre pour les programmes est à la charge des AE. |  | N/A | Le budget des AE pour l’intégration de l’aspect genre reste peu clair, ceci devrait être éclairci afin de renforcer l’intégration de l’aspect genre. Le plan d’action pour renforcer l’intégration est en cours d’élaboration et permettra de prévoir les besoins en matière de missions et autres postes budgétaires nécessaires. Il est à noter que le membre du SE responsable de cette question est en détachement auprès du Fonds et sa mission se terminera en 2021. Il faudrait envisager un recrutement pérenne. |

Les activités relatives à l’intégration de l’aspect genre dans le portefeuille du FONAREDD concernent surtout les aspects suivants :

* Participation égale des femmes et des hommes
* Développement des capacités
* Institutions

### Participation égale des femmes et des hommes

En ce qui concerne la participation des femmes dans la gestion et les consultations relatifs au FONAREDD, la situation se présente comme suit :

* La numérisation de la participation des femmes dans les structures de gouvernance : dans le SE, la répartition en termes de genres total est huit femmes et treize hommes. Les femmes sont indiquées en vert dans la Figure 1 ci-dessous. Pour les fonctions techniques (programmation et suivi-évaluation), les quatre femmes (dont les trois membres non-congolais du SE) y représentent la moitié. Alors que le pourcentage de femmes assez élevé (38%), il serait souhaitable d’assurer un plus fort équilibre femmes-hommes à travers les recrutements futurs.
* LE SE FONAREDD organise de nombreux ateliers et consultations. Notamment, en juin 2020, une enquête en ligne concernant le nouveau partenariat RDC-CAFI a été envoyée à toutes les parties prenantes du FONAREDD, soit une liste de 181 personnes. Parmi ces personnes, il n’y avait que sept femmes (dont trois qui ont répondu à l’enquête), ce qui illustre le manque d’équilibre des genres dans le réseau de parties prenantes du FONAREDD.
* Au niveau du Comité Technique, les réunions de Comité Technique en 2020 ont connu une participation d’environ un tiers de femmes parmi les représentants. A noter, toutes les femmes qui y ont participé représentent des bailleurs ou le Secrétariat Exécutif. Parmi les parties prenantes congolaises, il est très rare que des femmes soient représentées. Ceci nous a permis d’identifier un potentiel de renforcer l’égalité des genres en termes de participation des femmes.
* Le travail d’identifier des parties prenantes à part égal se poursuit, ainsi qu’un mécanisme/politique/plaidoyer pour assurer la participation égale des hommes et des femmes lors de la tenue des ateliers, consultations, ainsi que les Comités Techniques du FONAREDD. Un travail pour renforcer les réseaux avec les organisations des femmes pertinentes et de mettre à jour la base de données des parties prenantes du FONAREDD a été entamé afin d’assurer la participation égale des femmes, à un minimum de 40%.

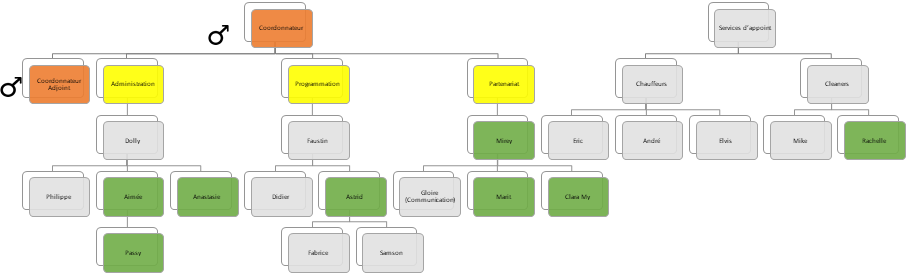


Figure 1 Femmes au sein du Secrétariat Exécutif (indiquées en vert)

Cette numérisation de la participation nous a permis d’identifier les défis ci-dessus. Assurément, il existe un grand potentiel à intégrer plus de femmes congolaises dans la gestion du FONAREDD ainsi que dans les nombreuses activités y associées. Cependant, la répartition de genres actuelle reflète surtout le faible nombre de femmes congolaises occupant des postes de haut niveau dans les organisations partenaires en RDC, ce qui complique l’intégration de plus de femmes dans les structures du FONAREDD. Toutefois, le SE cherchera, à travers l’élaboration de sa nouvelle stratégie genre, de renforcer les efforts et le plaidoyer pour renforcer la participation des femmes et contribuer aux objectifs d’égalité de genres.

### Développement de capacités

Au niveau du portefeuille, afin d’intégrer la perspective genre dans les activités et dans la gestion du FONAREDD, il y a plusieurs préalables. Mais un des principaux besoins identifiés est celui de développer les capacités des hommes et des femmes afin de leur permettre de jouer leurs rôles respectifs pleinement. Au niveau du Secrétariat Exécutif, le développement de capacités est en cours de préparation pour formaliser une formation en interne pour l’équipe de programmation et suivi-évaluation, afin de développer les compétences en matière d’intégration de la perspective genre. Ceci assurera la prise en compte de l’aspect genre durant tout le cycle programmatique. Le travail de renforcer la prise en compte du genre dans les activités de suivi et évaluation a été formalisé dans le nouveau Manuel de Procédures de Suivi & Evaluation. Les éléments y inclus permettront d’effectuer des analyses sexospécifiques, y inclus sont des indicateurs genre pour assurer le développement de capacités des hommes et des femmes à part égal.

### Institutions

Au niveau institutionnel, afin de promouvoir l’égalité des genres dans le domaine REDD+, une multitude de dialogues et de consultations sont nécessaires, le premier étant de garantir que l’égalité des genres soit prise en compte dans l’élaboration et la mise en œuvre des politiques liées à la REDD (PARF, AT, etc.). Tous ces processus comportent déjà des aspects de prise en compte de l’aspect genre. Afin de sécuriser la prise en compte de cet aspect, la note d’orientation propose l’inclusion d’un point focal genre dans toute nouvelle structure.

## Peuples Autochtones

Le SE appuie l’intégration des peuples autochtones notamment à travers son suivi et évaluation du Programme d’Appui aux Peuples Autochtones, qui est exécuté par la Banque mondiale. Il est à noter que la performance de ce programme a été notée faible lors de l’exercice d’évaluation de l’année 2019, et que la 30ème réunion du Comité Technique (fin mai 2020) a exprimé son inquiétude du programme et demandé au SE d’examiner la possibilité de suspendre le programme. A l’issue de quatre réunions consultatives avec la Banque mondiale, Caritas et DGM, il a été décidé de ne pas suspendre le programme, mais d’assurer la mise en œuvre d’une feuille de route visant à renforcer sa performance.

Le SE veille aussi à ce que les autres programmes impliquent les peuples autochtones dans la gestion des projets et a inclus des recommendations dans le sens de la prise en compte de la nouvelle loi sur les droits des peuples autochtones dans les dernières décisions du COPIL.

## Autres groupes sociaux (jeunes, mineurs, etc.)

De la même façon que pour les peuples autochtones, les jeunes sont représentés dans les structures de gouvernance du FONAREDD – le Comité Technique et le Comité de Pilotage du Fonds – à travers le GTCR-R.

## Respect de normes environnementale et sociale

Etant un pur programme de renforcement de capacités, qui ne comprend ni la conceptualisation d’une politique ni des activités de terrain, les sauvegardes environnementales et sociale ne s’y appliquent pas. Par conséquent, il n’a pas été nécessaire de réaliser une étude d’impact environnemental et social, et des mesures spécifiques n’ont pas été prises dans le but de répondre aux sauvegardes, outre l’évaluation du niveau de respect des sauvegardes par les agences d’exécution.

Toutefois, plusieurs sauvegardes motivent et inspirent le travail du Secrétariat Exécutif et des actions y relatives ont déjà été réalisé. Dans un même temps, le SE a le potentiel d’améliorer certaines pratiques en vue d’intégrer davantage les sauvegardes. Le tableau ci-dessous présente les actions pertinentes déjà menées ainsi que des propositions de mesures potentielles qui pourraient être prises afin d’améliorer les pratiques socio-environnementales du SE. Il est à noter que la liste de propositions ne représente pas de proposition formelle de modifications au fonctionnement du SE, mais des idées pour considération.

Tableau 15 Actions réalisées et propositions de mesures pour renforcer le respect des sauvegardes au sein du SE

| Les principes de sauvegardes définis par le FONAREDD (2016) | Actions réalisées | Propositions de potentielles mesures d’amélioration |
| --- | --- | --- |
| Principe 1 : Les activités REDD+ doivent protéger les forêts naturelles, favoriser l’accroissement des services environnementaux et renforcer la préservation de la biodiversité.  (Cancun a ; IFC norme 6) | A travers son travail de programmation et de suivi et évaluation, qui se base sur la Stratégie Nationale REDD+ de la RDC, le SE assure la mise en œuvre de programmes qui contribuent à la réduction de la déforestation et la dégradation des forêts. | Renforcer l’aspect de préservation de la biodiversité du portefeuille FONAREDD, au travers de l’inclusion de la conservation et la régénération naturelle/assistée des forêts. |
| Principe 2 : Les activités REDD+ doivent favoriser la transparence et la bonne gouvernance. (Cancun b) | **Transparence :** La lourdeur du site web initial a entravé la mise en ligne des rapports semestriels et annuels relatifs au FONAREDD et son portefeuille ; la même chose vaut pour tous les documents relatifs aux réunions CT et COPIL. L’élaboration d’un nouveau site web, qui a été lancé fin 2020, permet d’améliorer la disponibilité de documents.  **Gouvernance :** Toute décision concernant la gestion du FONAREDD et les programmes de son portefeuille est prise par le Comité de Pilotage, sur recommandation par le Comité Technique. Les deux comités consistent des représentants du gouvernement, de la société civile et des bailleurs. | **Transparence :** Mettre à jour le site web même plus régulièrement, pour assurer qu’il n’y a pas de retard de disponibilité de documents.  **Gouvernance :** Assurer une plus grande fréquence des réunions de COPIL et une plus grande transparence dans la prise de décisions (actuellement pré-négociées) quand possible. |
| Principe 3 : Les activités REDD+ doivent minimiser les pertes et dommages, prévoir des voies de recours et mettre en place des mécanismes de réparations justes et équitables d’éventuelles pertes et/ou dommages subis par les communautés et autres parties prenantes  (IFC norme 4) | Le SE a développé un mécanisme de gestion de plaintes et recours, qui est disponible sur le site web du FONAREDD, permettant de répondre aux éventuelles plaintes des parties prenantes, y compris des pertes et des dommages causés par les activités financées par le Fonds. Le SE veille aussi à ce que tous les programmes aient un tel mécanisme, s’appliquant à leur niveau. | En sachant que le mécanisme de plaintes et recours n’a pas été utilisé jusque-là (le FONAREDD a reçu aucune plainte en 2019 et 2020), il y a lieu d’examiner comment le rendre mieux connu et plus disponible, en assurant que toute partie prenante est consciente de leur possibilité et droit de soumettre des plaintes. |
| Principe 4 : Les bénéfices économiques et sociaux générés par les activités REDD+ doivent être partagés équitablement et proportionnellement par les parties prenantes intéressées  (Cancun f ; IFC norme 1) | * En développant et effectuant le suivi des programmes intégrés, le SE appuie la distribution de bénéfices d’activités REDD+ à travers les provinces les plus affectées par la déforestation et la dégradation des forêts. * Dans l’enquête menée auprès des parties prenantes en juin 2020, le SE a demandé des inputs quant à comment effectuer la priorisation des secteurs et des provinces pour l’allocation des ressources financières mobilisées. 54% des répondants ont exprimé qu’il serait important de *renforcer la coopération interprovinciale dans l'objectif de mobiliser les provinces et développer une stratégie nationale harmonisée permettant de mieux comprendre les enjeux, les défis et les incitatifs à prendre en compte en faisant le travail de priorisation d'investissements* ; 50% ont dit qu’il serait bien d’*effectuer une analyse croisée et/ou modélisation de ce que représentent les investissements différents en termes d'impact sur la forêt, sur l'économie et sur le bien-être des populations, suite à quoi les secteurs avec le plus haut score global devraient recevoir le plus de financement*. Les TDR d’une telle modélisation sont déjà en cours d’élaboration et son financement en négociation avec la BM. | * Le SE devrait examiner le potentiel de mettre en place un « nested approach » au REDD+ en RDC, vu que cette approche peut permettre de mieux répartir des crédits carbones générés par les activités REDD+ à travers les différents acteurs et échelles. * Le SE devrait prendre en compte les réponses à l’enquête et, par conséquent, mettre en œuvre des mesures pour renforcer la coopération provinciale ainsi que réaliser la modélisation prévue concernant l’impact de différents investissements. * Le SE devrait se doter d’un processus de due diligence pour l’engagement avec le secteur privé, beaucoup d’entités privées ayant un appétit pour la compensation de leurs émissions provenant d’actions qui pourraient être répréhensibles. |
| Principe 5 : Les activités REDD+ doivent favoriser l’émergence de nouvelles opportunités économiques pour contribuer au développement durable des communautés locales et des peuples autochtones | Rien à signaler. | Le SE pourrait potentiellement porter plus d’attention à la création de nouvelles opportunités économiques en développant de nouveaux programmes, tant que cet objectif est en concordance avec les résultats attendus des programmes en question. |
| Principe 6 : Les activités REDD+ doivent assurer la participation effective et efficiente de toutes les parties prenantes, notamment des communautés locales et autochtones dans leurs spécificités locales  (Cancun d) | * A travers son suivi du Programme d’Appui aux Peuples Autochtones, le SE apporte son soutien aux activités bénéfiques aux communautés autochtones. * Pendant le premier semestre 2020, le SE a mis en place une liste de neuf critères d’évaluation des programmes, dont la *gestion participative*. * Le SE interpelle les agences sur l’utilisation et l’application du guide méthodologique produit par le GTCRR. | * Le SE pourrait renforcer les sous-critères du critère Gestion participative afin d’assurer la mention explicite de la participation des communautés locales et autochtones. * Le SE pourrait revoir les possibilités d’assurer la participation de représentants des communautés locales et autochtones dans ses structures de gouvernance (le Comité Technique et le Comité de Pilotage). |
| Principe 7 : Les activités REDD+ doivent respecter les droits humains, ceux des travailleurs qu’ils emploient et les droits aux terres et ressources naturelles des communautés riveraines concernées  (Cancun c ; IFC norme 3,5,7) | * Lors du premier semestre 2020, le SE a développé un draft d’un nouveau Code de conduite pour le FONAREDD, qui tient compte des droits de l’homme. * Le SE a développé le draft des TDR d’une étude qui sera mené dans le contexte du Programme de Gestion Durable des Forêts et qui tiendra compte des droits des communautés locales et peuples autochtones, tels que reconnu par le Code Forestier de la RDC. | * En finalisant son Code de conduite, le SE pourra porter une attention particulière aux aspects liés aux droits de l’homme, des communautés locales, etc. Ensuite, le SE pourrait examiner les opportunités d’offrir des formations en matière de droits humains à toutes les agences d’exécution. * En poursuivant le travail sur l’étude qui sera menée par le PGDF, le SE devra veiller à ce que les droits des communautés locales et autochtones seront bien pris en compte dans toutes les autres interventions (comme ce fut le cas avec la réforme foncière). |
| a) Que les actions complètent ou sont conformes aux objectifs des programmes forestiers nationaux et des conventions et accords internationaux pertinents ; | * En développant et évaluant des programmes, le SE tient compte de la Stratégie-cadre et le Plan d’investissement REDD+ de la RDC, ainsi que la Lettre d’Intention signée entre la RDC et CAFI. Lors de l’année 2020, le SE a plusieurs fois effectué une évaluation des avancées des programmes par rapport aux jalons défini dans ladite Lettre, notamment lors des trois réunions avec les points focaux des ministères sectoriels et en développant le rapport annuel 2019. * Dans le contexte des négociations concernant le nouveau partenariat RDC-CAFI, qui ont été lancées officiellement par le COPIL10 le 12 août 2020, le SE a attiré l’attention des partenaires vers l’importance d’aligner le nouveau partenariat aux priorités des politiques et stratégies nationales. | En poursuivant les négociations concernant le nouveau partenariat RDC-CAFI, le SE continuera à assurer la conformité avec les objectifs des politiques et programmes nationaux dans l’application des principes de la déclaration de Paris sur l’harmonisation de l’aide. |
| b) Mesures visant à réduire les déplacements d’émissions. | A travers son approche nationale aux projets REDD+, le SE cherche à prévenir les fuites d’émissions entre les provinces du pays. | Il serait potentiellement intéressant de mettre en place un « nested approach » ou un « jurisdictional approach » renforcé pour les activités REDD+ en RDC, ainsi mettant en œuvre des mesures efficaces pour réduire les déplacements d’émissions. |
| C) Norme de performance 2 : Main-d’œuvre et conditions de travail | Les membres du SE travaillent dans des bureaux à Gombe, Kinshasa, où de bonnes conditions de travail leur sont offertes. Cependant, avec le contexte du COVID-19, le SE a dû se poser des questions sur la sécurité sanitaire des collègues travaillant dans le bureau, et des mesures ont été prises pour permette le télétravail depuis la maison. | * Le SE pourrait considérer la possibilité de mener une enquête auprès des membres de son équipe pour avoir leur feedback sur les conditions de travail, notamment prenant en compte le contexte COVID. * Ensuite, le SE pourrait examiner les possibilités de vérifier les conditions de travail des personnes embauchées par les agences d’exécution des programmes financés par le Fonds. |

# Gestion des risques

Si le SE a fait face à des risques importants lors de l’année 2020, c’est notamment en raison des facteurs suivants :

* La pandémie COVID-19, qui a eu un impact sans précédent sur le monde entier, et donc inévitablement aussi sur le FONAREDD ;
* Le Rapport annuel 2019 du FONAREDD a été le premier de son genre de véritablement analytique, et a donc permis de relever les faiblesses de certains programmes, ce qui requiert, par conséquent, la mise en œuvre de mesures correctives ainsi qu’un suivi rapproché ;
* Le portefeuille du FONAREDD étant maintenant quasi complet, les interactions et les analyses croisées entre les programmes sont maintenant possibles mais ceci implique un risque de dispersion et de méthodologies différentes ;
* Comme le premier cycle de financement du FONAREDD arrivera à termes fin 2020, une tâche importante a été rajoutée à la charge de travail du SE cette année, à savoir les préparations et les négociations du nouveau partenariat RDC-CAFI, ce qui représente un enjeu stratégique très important et qui pose donc certains risques.

Les risques ainsi que les actions d’atténuation réalisées et prévues sont présentés dans le Tableau 16.

Tableau 16 Matrice de risques du SE, mise à jour en janvier 2021

| **Identification des risques** | | | **Traitement du risque** | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Description du risque** | **Période d'identi-fication** | **Catégorie de risque** | **Action(s) d’atténuation réalisées ou prévues** | **Resp.** | **Date limite** |
| Risques liés au COVID-19 :   1. Le personnel du SE est infecté par le virus ; 2. Le travail n’est pas exécuté dans les conditions optimales ; 3. Les activités prévues dans les PTBA 2020 ne sont pas exécutées en intégralité ; 4. L’expertise internationale n’est pas mobilisée ; 5. Les réunions (COPIL, CT, Points Focaux) ne sont pas tenues selon le calendrier arrêté ; 6. Changement de priorités des bailleurs internationaux ; 7. Les missions de suivi sur terrain ne sont pas exécutées dans les délais ; 8. Impossibilité de tenir des réunions de consultations ; 9. Les missions de collecte d’images ne sont pas exécutées. | Mars 2020 | Opérationnel et financier | * Respect des gestes barrières, nettoyage et désinfection fréquents des bureaux, télétravail quand jugé nécessaire, renforcement du dispositif de gestion du personnel en binôme/trinôme ; * Suivi rapproché de l’équipe SE (liste des taches) et des AE ; * Soumission de matrices de risques par les AE, réévaluer les PTBA des programmes en donnant priorité aux activités qui peuvent être exécutées dans le contexte sanitaire actuel ; * S’appuyer davantage sur l’expertise nationale, impliquer les experts internationaux à distance (en ligne, par téléphone), proposer des approches révisées à l’évaluation des programmes pour permettre le déclenchement des deuxièmes tranches des programmes ; * Les réunions ont été tenues en ligne, le FONAREDD a amélioré ses capacités d’usage de plateformes virtuelles de réunions ; * Mise en place d’une veille des bailleurs pour le suivi régulier des signaux provenant des pays bailleurs quant à leurs éventuelles réaffectations de ressources, les impacts potentiel sur le FONAREDD, renforcement du dialogue avec CAFI et d’autres bailleurs sur la mobilisation de ressources du prochain cycle de financement FONAREDD ; * Report des missions de suivi au deuxième semestre 2020, suivi rapproché des programmes à distance ; * Première étape des consultations tenue en ligne ; deuxième étape tenue après la fin du confinement (en octobre), en petits groupes, ainsi respectant les consignes sanitaires ; * Explorer la possibilité d’utiliser, exceptionnellement, des images collectées par les AE. | * Coordonnateur * Coordonnateur Adjoint * Conseillère Technique Principale | Efforts continus |
| Les AE des programmes notés faibles dans le Rapport annuel 2019 n’améliorent pas leur performance | Juin 2020 | Opérationnel | * Les programmes notés faibles ont été portés à l’attention du CT et du COPIL, afin de permettre la validation de mise en œuvre et suivi de mesures correctives par le SE ; le COPIL a demandé que le SE développe des propositions sur le devenir des programmes dont la performance est cotée faible sur 2 ou 3 exercices successifs. * Des critères et des sous-critères d’évaluation des programmes ont été élaborés et renforcés. Ces critères ont été communiqués aux AE pour l’exercice de rapportage 2020 ; * Une réévaluation de la performance des programmes sera effectuée tous les six mois, selon les critères d’évaluation ; et * Pour le Programme d’Appui aux Peuples Autochtones, suite à la demande du CT, le SE a examiné les possibilités de suspendre le programme avec les parties prenantes pertinentes (Caritas, Banque mondiale et DGM), qui ont conclu qu’il serait plutôt souhaitable de développer et mettre en place une feuille de route visant le renforcement de la performance du programme. | * Coordonnateur * Coordonnateur Adjoint * Conseillère Technique Principale | Fin 2020 |
| Finaliser le nouveau partenariat RDC-CAFI post 2020 à temps (avant la fin de l’année) et mobiliser suffisamment de ressources pour le prochain cycle de financement | Juin 2020 | Stratégique | * Les premières consultations avec les parties prenantes congolaises ont été organisées en ligne, vu que la situation COVID rendait impossible la tenue des sessions consultatives prévues ; * Des groupes thématiques ponctuels seront établis pour avoir les inputs de la partie congolaise ; * Les négociations avec CAFI seront accélérées au travers des réunions fréquentes ; et * Renforcer le dialogue bilatéral avec les nouveaux potentiels bailleurs. | * Coordonnateur * Coordonnateur Adjoint * Conseillère Technique Principale | Fin 2020 |

# Illustration narrative spécifique

Le FONAREDD a tenu, du 20 au 22 octobre 2020, sous le patronage du Ministre des finances, un atelier de consultations avec les parties prenantes nationales sur le nouveau partenariat entre RDC et CAFI. Près de 200 participants, des horizons différents, dont la Présidence de la République, la Primature, les ministères sectoriels, les gouvernements provinciaux, les administrations publiques, la société civile, les chefs coutumiers, le secteur privé et le monde académique y ont pris part, à travers des groupes thématiques de réflexion ciblés.

Les assises visaient un triple objectif : (i) tirer les leçons apprises du premier partenariat RDC-CAFI (ii) identifier les priorités du nouveau partenariat et (iii) formuler des nouveaux engagements nationaux.

Son Excellence, Monsieur le Ministre de l’Environnement et Développement Durable a, dans son mot d’ouverture, insisté sur la volonté mainte fois exprimée par Son Excellence Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République, de placer le développement durable au centre de sa stratégie de gouvernance, en vue d’une transition à long terme vers une économie verte. Toutefois, la volonté politique affichée n’étant pas suffisante, la réalisation de cette ambition nécessite des moyens importants pour transformer le potentiel naturel extraordinaire dont est doté le pays, en capital physique pour le bien de sa population et de l’humanité tout entière.

Il a rappelé que le premier partenariat RDC-CAFI scellé en avril 2016, et qui arrive à échéance en décembre 2020, a permis la capitalisation du FONAREDD et la mise en œuvre de 17 programmes da qualité pour une enveloppe globale de 200 M USD. Malgré ce financement, qui a servi de déclic pour un développement harmonieux, le gap par rapport au coût du Plan d’Investissement REDD+ estimé à 1,1 Milliards USD, soit 900 M USD ne fait que s’élargir car les pressions sur les forêts ne font qu’augmenter. D’où la nécessité urgente d’anticiper et de diriger des investissements conséquents vers toutes les provinces de la République. Enfin, il a délivré un ensemble de messages clés présentant la vision du Gouvernement, devant servir des éléments guides dans le cadre des négociations avec le partenaire CAFI.

Les trois journées de travail, ont regroupé les participants en huit groupes thématiques sectoriels centrés sur les piliers de la Stratégie Nationale REDD+ et trois groupes thématiques spéciaux, suivants :

1. Agriculture ;
2. Energie ;
3. Forêt ;
4. Aménagement du territoire ;
5. Réforme foncière ;
6. Démographie ;
7. Gouvernance ;
8. Normes socio-environnementales pour les mines et hydrocarbures
9. Dialogue politique ;
10. Modalités de mise en œuvre ; et
11. Surveillance des forêts.

Les Groupes de travail ont échangé autour des objectifs de l’atelier, centrés sur :

1. L’état des lieux du partenariat actuel ;
2. Les perspectives du nouveau partenariat ; et
3. Objectifs prioritaires et engagements réalistes pour le nouveau partenariat.

Dans son mot de clôture de l’atelier, SE Monsieur le Ministre Munyagabo a félicité les participants pour leurs contributions riches et engagées lors des assises. Il a également résumé les points communs évoqués par les groupes thématiques, en soulignant que la volonté politique, la prise de conscience sur l’importance de préserver le capital forestier de la RDC, et l’émergence d’une forte appropriation au niveau des provinces ont été reconnus comme des forces et des opportunités pour aller de l’avant. De plus, il a noté que la dépendance sur les bailleurs a été relevée comme un risque potentiel, en réponse auquel l’Etat s’attèlera à définir ses propres engagements et surtout à les tenir pour démontrer la crédibilité du pays sur l’arène internationale. Il a souligné que le Gouvernement s’engage à assurer une cohérence dans ses actions, à commencer par la Contribution Déterminée au Niveau National ainsi que les autres documents cadres placés sous la coordination du Ministère de l’Environnement et Développement Durable.

Finalement, en sa qualité de Vice-Président du Comité de Pilotage du FONAREDD, SE le Ministre s’est engagé à apporter le rapport final des consultations, tel que synthétisé et toiletté par le Secrétariat Exécutif du FONAREDD, à l’attention du chef du Gouvernement et aux autres membres du Gouvernement représentés au sein dudit comité. Ceci servira de base pour orienter la poursuite du processus des négociations avec les partenaires regroupés dans CAFI.

# Modalités de suivi

Etant un fonds complexe avec d’un côté un portefeuille varié et de l’autre des engagements politiques inscrits dans la LOI, le système de suivi-évaluation géré par le SE FONAREDD est structuré en plusieurs étapes s’appliquant au portefeuille entier du fonds en prenant en compte les indicateurs pertinents, notamment les jalons de la LOI et les critères de performance déterminés pour le fonds. Grâce à l’expérience des premières années de financement des programmes sectoriels et intégrés, le FONAREDD a élaboré des mécanismes qui permettent au SE FONAREDD de disposer à des périodes

précises des informations sur les performances de ses programmes mis en œuvre par des agences recrutées. Ceci permet une classification des programmes et un suivi ajusté à la maturité, la performance et l’importance stratégique des différents programmes. Un mécanisme d’alerte - à travers le suivi trimestriel des jalons avec les points focaux des ministères pertinents – permet également de signaler les jalons qui requièrent une attention particulière.

Le tableau ci-dessous présente l’état d’avancement du plan de suivi du SE.

Tableau 17 Etat d’avancement du plan de suivi et évaluation du SE, 31 décembre 2020

| Activité de suivi et évaluation | Nombre prévu | Nombre réalisé | Taux de réalisation | Coûts en USD/Budget | Résultats et leçons tirées |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Missions de suivi terrain | Sept | Dix | 143% | Un budget de 50 000 USD était prévu pour l’ensemble des missions |  |
| Rapports | Un rapport annuel | 1 rapport annuel (approuvé par le COPIL le 12 août 2020) | 100% | Couts d’infographie et d’impression |  |
| Revues techniques | Aucune | Aucune | N/A | N/A | N/A |
| Evaluations externes | Une évaluation externe | Le SE a veillé à ce que les TDR de l’évaluation indépendante du FONAREDD soient validés par le CT. | 30% | 150000 | En plus de l’évaluation externe du Fonds, le SE FONAREDD a pris à sa charge financière et technique les évaluations indépendantes des programmes en vue du décaissement de leur deuxième tranche. |
| Collecte des données | Collecte de 15 rapport semestriels 2020 des agences d’exécution | 15 rapports reçus | 100% | 0,- |  |
| Tenue du CT | Douze | Neuf réunions CT (CT27-CT35) | 75% | 75000 USD | Les CT se sont tenus sur des plateformes en ligne, en raison du contexte COVID. |
| Tenue du COPIL | Trois | Une réunion COPIL (COPIL10) | 33% | 23000 |  |
| Prise en compte des recommandations du COPIL | Trois décisions ont été adoptées par le COPIL10. | La décision sur l’approbation par email du COPIL a été déployée, ce mécanisme ayant été utilisé pour trois programmes différents en décembre 2020. En ce qui concerne la décision sur le lancement des négociations sur le nouveau partenariat RDC-CAFI, elle a permis de déclencher les consultations, le travail du groupe de négociateurs nationaux et de préparer le terrain pour les négociations avec CAFI. Ensuite, la décision d’approbation du rapport annuel du FONAREDD 2019 a mené à la publication dudit rapport sur le site web du FONAREDD. | 100% | N/A |  |
| Réunions de différentes plateformes | Cible non-définie | Entre autres, le SE a organisé : trois réunions avec les points focaux des ministères sectoriels ; deux réunions tripartites sur les obligations légales en matière de la protection de l’environnement avec l’Agence Congolaise d’Environnement et les Agences d’Exécution des programmes ; trois réunions de Vendredis de l’énergie ; quatre réunions sur la suite du Programme d’appui aux peuples autochtones (suite à la préoccupation du CT concernant ce programme) ; un atelier sur l’harmonisation des outils de développement spatial. | N/A |  |  |

Lors de l’année 2020, afin de renforcer et consolider son système de suivi-évaluation, le SE initié l’élaboration d’un Manuel de suivi-évaluation, qui sera finalisé ultérieurement. Ce manuel est conçu dans le but de fournir au FONAREDD et ses partenaires, notamment les agences d’exécutions, des orientations sur les exercices de suivi et évaluation requis pour assurer le bon fonctionnement, la transparence et la redevabilité du FONAREDD. Il constituera un guide pratique pour les acteurs qui partagent la responsabilité de la programmation et de l’impact du FONAREDD : le Secrétariat Exécutif du FONAREDD, les agences d’exécution, le Comité de Pilotage et le Comité Technique du FONAREDD, ainsi que les points focaux des ministères sectoriels pertinents.

Tandis que le manuel est toujours en cours d’élaboration, le tableau ci-dessous, pris du draft, présente les différentes étapes de suivi-évaluation du FONAREDD ainsi que les entités qui les portent, les outils et activités associés, et les indicateurs et éléments à prendre en compte dans la réalisation de chaque étape.

Tableau 18 Etapes de suivi et évaluation du FONAREDD (**draft** extrait du Manuel du S&E en cours d’élaboration)

| **Etape** | **Responsable** | **Outils /activités** | **Objectifs** | **Fréquence et échéances** | **Indicateurs/éléments pris en compte** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1. **Examen du Processus de Planification et de mise en œuvre du Suivi et Evaluation** | SE | Examen du cadre des résultats/cadre logique, identifier les exigences en matière de S&E de l’agence, évaluer les coûts des activités de S&E planifiés dans le document | S’assurer de la prise en compte du système de suivi-évaluation dans le document du programme et le budget | Avant le début de la mise en œuvre / lors de la rédaction du document du programme | Document de programme revu |
| AE | Examen de la conception opérationnelle du Programme (Cadre de résultats ou cadre logique révisé), Identification des besoins en information et les attentes des différentes parties prenantes clés en matière d’information (Grille d’analyse des parties prenantes), Recensement des exigences en matière de suivi et d’évaluation, définir les principales manifestations et activités de suivi évaluation/Plan des activités suivi-évaluation notamment la collecte des données de base | S’assurer de la mise en œuvre d’un système de suivi évaluation efficace au niveau de programme | 6 mois suivant le début du Programme | Cadre de résultats, grille d’analyse des parties prenantes au programme actualisée |
| 1. **Suivi continu des programmes** | SE | Contact régulier entre les AE et le responsable du programme au sein du SE | Faciliter le partage d’information efficace et fréquent entre le FONAREDD et les AE | Mensuellement, le cas échéant | Cadres de résultats, Programme de travail et budget annuel (PTBA), indicateurs de processus, marqueurs genre |
| Réunions et missions sur le terrain | Assurer un suivi rapproché des programmes et des agences ; échanges d’expérience entre les différents programmes | Le cas échéant | Cadres de résultats, PTBA, indicateurs de processus, marqueurs genre, l’impact à la communauté, l’appropriation nationale |
| Réunions/ateliers techniques de capitalisation et d’harmonisation avec les chefs de programme et les autorités provinciales | Assurer un suivi auprès des autorités provinciales et nationales pour faciliter l’appropriation et garantir la durabilité des résultats/impacts des programmes | Une ou deux fois l’année selon les cas et à la demande du Coordo | Cadres de résultats, indicateurs de processus |
| Mises à jour du site web FONAREDD sur les avancées des programmes | Rendre accessibles les informations sur les programmes du portefeuille du programme | Mensuellement, le cas échéant | Informations sur les avancées des programmes |
| AE | Participation aux COPIL et soumission des comptes rendus des COPIL des programmes | Assurer le suivi des structures de gouvernance des programmes | Après chaque réunion de COPIL des programmes | Comptes rendus des COPIL des programmes |
| **3. Bilans semestriels des programmes** | AE | Soumission des rapports semestriels et annuels au SE FONAREDD, respectant le canevas mis à disposition aux AE | Evaluer de façon globale et fréquente les résultats de chaque programme | Deux fois l’an ; à finaliser au plus tard le 15 juillet et le 25 janvier | Jalons pertinents aux programmes, Cadre de résultats, PTBA, indicateurs de processus, sauvegardes, marqueurs genre |
| SE | Publication sur le site web FONAREDD des rapports des AE | Rendre accessibles les informations sur les programmes du portefeuille | Deux fois l’an | Rapports soumis par les AE |
| **4. Bilan annuel du Fonds** | SE | Finalisation du rapport annuel consolidé du Fonds ; soumission du rapport au MPTF ; présentation du rapport au CT ; publication sur le site web suivant l’approbation du COPIL | Evaluer la performance du portefeuille ; rendre accessible les informations sur la réalisation du fonds auprès des parties prenantes y compris les bailleurs | Annuel ; à finaliser au plus tard en mai | Critères d’évaluation avec sous-critères, jalons, Cadre de résultats, PTBA, indicateurs de processus, sauvegardes, marqueurs genre, rapports semestriels/annuels des AE |
| CT | Revue du rapport préparé par le SE | Annuel | Le rapport préparé par le SE |
| COPIL | Approbation du rapport préparé par le SE | Annuel | Le rapport revu par le CT |
| **5. Evaluations des programmes** | SE &AE | Evaluation initiale du programme | Evaluer les niveaux de références initiaux des activités des programmes | Une fois | Jalons pertinents au programme, Cadre de résultats |
| Soumission d’un rapport d’évaluation mi-parcours au SE FONAREDD | Evaluer la performance globale des programmes à mi-parcours | Après trois ans de fonctionnement ou à 70% d’engagement (en cas de 2T) | Jalons pertinents au programme, Cadre de résultats |
| Evaluation finale du programme | Evaluer la performance globale des programmes à la fin du projet | Fin projet | Jalons pertinents au programme, Cadre de résultats |
| **6. Suivi ponctuel de la performance des programmes** | CT | Analyse approfondie des missions de suivi et des rapports des programmes ; apport de recommandations sur, par ex., programmes sous-performants | Evaluer le progrès réalisé ou non par les AE ; apporter des recommandations au COPIL | Trimestriel | La performance des programmes selon les jalons pertinents au programme, les cadres de résultats, les PTBA, les rapports annuels des AE |
| **7. Suivi ponctuel des aspects décisionnels des programmes** | COPIL | Prise de décisions concernant, par ex., le décaissement des deuxièmes tranches des programmes, la suspension des programmes sous-performants | Permettre la prise de décisions efficace pour la réalisation adéquate des fonds | Une ou deux fois l’an | La performance des programmes selon les jalons pertinents au programme, les cadres de résultats, les PTBA, les rapports semestriels et annuels des AE, les recommandations du CT |
| **8. Suivi des jalons** | SE | Mise à jour du tableau de niveau d’atteinte des jalons | Evaluer le progrès vers les jalons de la Lettre d’intention | Trimestriel | Jalons, informations sur les avancées des programmes |
| CTR | Réunions d’évaluation de l’atteinte des jalons | Trimestriel | Jalons, informations fournis par les points focaux des ministères sectoriels, tenant compte des efforts du gouvernement non financés par le FONAREDD (notamment du MEDD) |
| SE et CTR | Missions de suivi conjoint | Une/deux fois l’an | Jalons |
| **9. Suivi financier** | SE, AE, CT et COPIL | Comparaison des rapports financiers et rapports narratifs | Répondre aux obligations du FONAREDD vis-à-vis le MPTF | Légalement une fois l’an | Adhésion au PTBA et ajustements |
| **10. Vérification indépendante** | Entité tierce commissionnée par CAFI | Publication d’un rapport de vérification indépendante | Evaluer les engagements pris par la RDC dans le contexte de la LOI | Déterminé par CAFI | Grille d’évaluation des jalons développée par l’entité tierce |
| **11. Evaluation indépendante** | Evaluateurs recrutés à partir du *roster* des experts du SE | Publication d’un rapport d’évaluation indépendante | Evaluer si on peut déclencher la deuxième tranche de financement d’un programme | A 70% d’engagements pris par le programme | Jalons pertinents au programme, les cadres de résultats, les PTBA, les rapports semestriels et annuels des AE, la consommation budgétaire |
| **12. Suivi continu des impacts sur la forêt** | Programme SNSF | Mise à jour des données concernant l’évolution de la forêt | Suivre les impacts sur la forêt et rendre accessibles les informations là-dessus | Calé sur le BUR et/ou la préparation de l’IGES | * Emissions de CO² annuelles * Pertes annuelles de couvert forestier (EMD en ha)   Terra Congo pour disponibilisation de l’information |
| **13. Géoréférencement** | SE | Mise à jour continue d’un système informatique de géoréférencement | Présenter les résultats des programmes de façon spatiale | Continu | Jalons pertinents au programme, les cadres de résultats, les PTBA, les rapports semestriels et annuels des AE, les plantations et constructions, CLD, PGS |
| **14. Plaintes et recours** | SE | Maintien du mécanisme de plaintes et recours sur le site web FONAREDD | Répondre aux éventuelles préoccupations, inquiétudes ou infractions rencontrées dans la mise en œuvre du FONAREDD et de ses programmes | Le cas échéant | Informations soumises dans le formulaire de plaintes et recours sur le site web du FONAREDD ou par mail |
| Suivi des plaintes et recours reçus |
| **15. Système de Sauvegarde** | SE | Analyse de la prise en compte des aspects de sauvegardes dans la mise en œuvre des activités (Cadre de Gestion Environnementale et sociale, Evaluation stratégiques environnementales et sociales, EIES, Plan de réinstallation involontaire, Plan de gestion de peste et pesticides, Plan de gestion de patrimoine culturel, Cadre fonctionnel, Plan en faveur des peuples autochtones etc..). | Veiller au respect du système de sauvegarde | Régulièrement à la revue des PTA qui signaleraient des activités pouvant impacter les sauvegardes | Les rapports d’activités des sauvegardes, les principes des sauvegardes sont respectés |

# Révisions programmatiques (le cas échéant)

Aucune révision a été apportée au programme.

# Auto-évaluation du programme

**Efficacité :**

Malgré les retards causés par COVID, le SE a connu une année fructueuse en termes de réalisation d’activités prévues et à l’égard des progrès vers l’atteinte des résultats attendus du programme. Comme indiqué dans le Tableau 3, le programme a atteint 109% du Sous-produit 1 : *Le Plan d'Investissement REDD+ est mis en œuvre efficacement au travers de programmes de qualité*. Il y aurait lieu de clarifier la responsabilité du SE FONAREDD quant à la mise en œuvre **efficace** et à la qualité des programmes. En effet ces deux qualificatifs comportent une responsabilité partagée du SE, des agences et de CAFI. Il est à noter également que, malgré la proposition de NORAD de reporter les financements à l’année 2021 du fait des retards prévisibles suite à la crise COVID 19, cette option n’a pas été retenue et le SE FONAREDD a déployé tous les efforts pour réaliser la programmation attendue en cette année.

En ce qui concerne le Sous-produit 2 : *La RDC mobilise des ressources additionnelles pour la mise en œuvre du Plan d'Investissement REDD+ au travers du FONAREDD*, le niveau d’atteinte est à 62%. De nouveaux cofinancements ont été mobilisés de la part de la GIZ (18 millions d’euros pour le PIREDD Maniema) et d’Enabel (12 millions d’USD pour le PIREDD Ko-Lomami) ; la cible en termes de financements domestiques n’a pas été réalisée. Malgré une année de restriction budgétaire et de réorientation des financements et moyens humains vers la réponse à la crise, ces résultats ont été possibles grace aux efforts impartis collectivement par les membres du SE et la forte mobilisation des agences.

Quant à la gestion et coordination d’ensemble des activités (Sous-produit 3), les recrutements domestiques ont été effectués avec succès mais le recrutement international n’a pas avancé. Globalement le SE FONAREDD a fonctionné de manière efficiente et délivré sur quasi tous les fronts malgré une année difficile pour tous.

**Efficience :**

Le montage hybride du FONAREDD comporte des avantages et des inconvénients, notamment une redondance potentielle qui concourt au renforcement des capacités en mode « learning by doing » mais qui peut également alourdir les processus.

Toutefois, il faudrait signaler que ce montage hybride a permis au SE FONAREDD de surmonter des difficultés posées par les processus du PNUD, tels par exemple l’achat de billets sur Congo Airways ou d’autres compagnies aériennes locales ; la disponibilisation de moyens de connexion et la mise en place de mécanismes d’appui aux membres du SE pour le travail à domicile (qui n’est pas pratique courante en RDC).

En termes de cout-efficacité, pour un budget relativement faible et nombre restreint de personnel à comparer avec d’autres fonds, le SE FONAREDD délivre des résultats significatifs en termes de suivi, d’engagement, de programmation, d’innovation et de partenariats, le tout dans un contexte complexe avec des crises multiples (concessions, suspensions, compétition institutionnelle etc…)

**Gouvernance :**

Veuillez voir la Section 9.1. Comme noté, le SE a réussi à assurer la bonne gouvernance du FONAREDD malgré le confinement dû au COVID. Neuf réunions du Comité Technique soit légèrement en-dessous de l’objectif de tenir des réunion CT mensuels. Toutefois, le COPIL du Fonds et le COPIL du Programme d’appui au SE ne se sont réunis qu’une fois, à comparer avec les fréquences trimestrielles et semestrielle prévues respectivement.

**Gestion participative :**

Veuillez voir la Section 8. Comme indiqué, le SE a assuré l’organisation de plusieurs événements facilitant la gestion participative du FONAREDD, notamment les réunions du Comité Technique, le Forum FONAREDD et sa restitution, ainsi que les consultations concernant le prochain partenariat RDC-CAFI. De plus, face à l’inertie des autres partenaires, le SE FONAREDD a pris la main sur la préparation des termes de référence de l’audit des concessions convenu entre le Ministre de l’Environnement et CAFI en Décembre 2019. Ceux-ci ont été finalisés en Juillet 2020, suite à plusieurs réunions et plus de 90 commentaires (souvent contradictoires) émis par ces parties prenantes. Un consensus a été atteint et les TDRs transmis à l’UE et le MEDD pour la suite du processus dont le SE FONAREDD n’avait pas la maitrise.

**Genre :**

Veuillez voir la Section 9.1. Comme indiqué, le SE a fait du progrès important en termes d’assurer l’évaluation de tous les programmes du portefeuille selon des critères d’intégration de l’aspect genre, et travaille présentement sur le développement d’une nouvelle stratégie genre. Cependant, comme noté sur la page 37, il y a lieu de réfléchir sur comment intégrer plus de femmes dans la gestion du fonds, dans son réseau de parties prenantes et dans les structures de gouvernance, bien que le fonds subisse les désignations aux fonctions.

**Respect des sauvegardes :**

Veuillez voir la section 9.5. Comme indiqué, le SE n’a pas d’obligation de reporting sur la mise en œuvre des Sauvegardes socio-environnementales. Toutefois, une liste de mesures prises et d’idées d’amélioration a été présentée et surtout, le SE FONAREDD a facilité un entendement commun et une meilleure adhésion par les agences aux requis du Fonds et de la RDC en termes d’évaluation d’impact et de respect des sauvegardes.

**Système de suivi et évaluation :**

Veuillez voir la Section 12. En capitalisant sur les expériences de sa première année d’opérationnelle, l’année 2020 a permis au SE de renforcer ses modalités de suivi et évaluation, et de commencer l’élaboration d’un manuel à ce sujet, qui servirait d’outil d’aide tant au SE qu’aux agences d’exécutions, au CT et au COPIL. Proportionnellement, le budget affecté au suivi-évaluation dans le cadre de ce programme est de l’ordre de 20% ce qui est bien au-delà des orientations de l’OCDE DAC.

# Difficultés rencontrées et mesures prises

L’année 2020 a été fortement marquée par la pandémie COVID-19, une crise qui a posé des défis sans précédent au monde entier, y inclus au FONAREDD – à savoir, aussi bien au Secrétariat exécutif SE qu’aux programmes financés par le Fonds. Trois mesures principales d’atténuation du risque sanitaire ont été imposées par le Gouvernement de la RDC à la fin du mois de mars, et sont restées en vigueur jusqu’à entre juin et août : le confinement dans le quartier où le FONAREDD et les autres structures gouvernementales et internationales à Kinshasa ont leur bureau; la suspension des voyages internationaux ainsi qu’entre les provinces du pays ; et l’interdiction de rassemblements de plus de 20 personnes. Ensuite, en décembre, un couvre-feu à partir de 21h a été introduit dans la ville de Kinshasa.

Confinement

Suspension voyages internationaux et inter-province

Interdiction d’attroupement de   
>20 personnes

Lesdites mesures, ainsi que le risque sanitaire lié au virus, ont eu les implications suivantes pour les opérations du Secrétariat Exécutif :

* L’ensemble du personnel du SE s’est mis au télétravail, complet ou partiel, du 23 mars jusqu’à fin juillet. Deux collègues ont travaillé depuis l’étranger jusqu’à fin août. Certains membres du secrétariat ont également travaillé depuis la maison pendant de courtes périodes ponctuelles plus tard dans l’année, en raison du risque sanitaire lié au virus. En général, le Secrétariat Exécutif a réussi à bien s’adapter à ce nouveau mode de fonctionnement, et le télétravail a permis à ses membres de renforcer leurs capacités de gestion de plateformes digitales de réunions et de communication. Cependant, le télétravail a causé certains retards, en raison des coupures de courant fréquentes, la faible connexion internet ainsi que les difficultés, pour certains, liés à travailler entourés par la famille dans des espaces restreints, en sachant que les écoles étaient fermées pendant une période de trois mois. Toutefois, contrairement à d’autres structures, le SE FONAREDD a assuré un appui aux membres de son équipe en termes de connectivité et téléphonie ; bien qu’ayant occasionné un cout supplémentaire, le SE FONAREDD a été pleinement opérationnel pendant toute la durée à comparer avec d’autres structures qui n’ayant pas pris ces mesures, ont été totalement immobilisées.
* Une majorité des réunions organisées par le SE en 2020 ont été tenues en ligne, y inclus les réunions du Comité Technique, du Comité de Pilotage et des points focaux des ministères sectoriels. Cette expérience a permis au SE de se renouveler en termes d’utilisation d’outils numériques, mais a également causé certaines difficultés, notamment liées aux problèmes tels qu’une faible connexion internet et la compréhension difficile qui s’ensuit.
* La suspension de tout voyage entre Kinshasa et l’intérieur du pays a été prise alors que deux membres du SE se trouvaient en province pour des missions de suivi-évaluation ; ils ont été bloqués respectivement à Mbandaka et Gemena pendant plusieurs. Leur rapatriement a été traité comme matière prioritaire et a requis une coordination et un suivi rapproché tant avec le PNUD qu’avec les agences d’exécution des PIREDD. Ceci a causé du stress aux individus concernés et des coûts additionnels liés aux frais de mission. Cette expérience a également mis en exergue la fragilité du système bancaire congolais, le SE FONAREDD ayant rencontré de grandes difficultés pour leur faire parvenir de la liquidité supplémentaire pour payer leurs frais de logement.
* A cause du confinement et les restrictions en matière de rassemblement de groupes, une grande partie des activités prévues par les programmes financés par FONAREDD a été suspendue pendant plusieurs mois, ce qui a exigé de la part du Secrétariat Exécutif un suivi plus rapproché en matière d’appréciation des risques affrontés et identification de solutions pour y répondre. Au mois de mars, le SE a demandé à toutes les agences d’exécution de soumettre une matrice de risques avec des mesures d’atténuation proposées et les coûts supplémentaires attendus associés à propos de leur programme (illustrée par le Tableau 19), sur base de laquelle les membres du SE ont assuré le suivi pendant la période de confinement. Le SE a également préparé sa propre matrice d’atténuation des risques face au COVID.
* Les consultations avec la partie nationale sur le nouveau partenariat entre la RDC et CAFI ont été reportée en raison du confinement à Kinshasa. Initialement prévu pour le mois de mars, l’atelier de consultations a finalement eu lieu en octobre. Cependant, entretemps, le SE a profité de la situation pour organiser deux enquêtes auprès des parties prenantes en ligne. Celles-ci ont générées 150 réponses sur près de 5000 invitations envoyées. Bien que ceci constitue un très faible taux de réponse indicatif de la faible connectivité du pays, les réponses ont permis d’informer et de préparer le terrain pour l’atelier de consultations en octobre.
* La pandémie a obligé le SE à chercher des solutions innovantes pour assurer le décaissement des deuxièmes tranches, vu que les restrictions liées au COVID retardé les évaluations à mi-parcours qui jouent normalement le rôle de déclencheur de ces décaissements. Suite à la proposition du SE, le CT a validé des dispositions transitoires pour le décaissement de la deuxième tranche de cinq programmes.
* De même, en raison des complications liées à la tenue des réunions COPIL, entre autres à cause des restrictions liées à l’attroupement, le SE a proposé l’introduction d’un mécanisme d’approbation par email par le COPIL, qui a été validée par ce dernier lors de sa dixième réunion le 12.08.2020.
* La majorité des missions de suivi sur le terrain prévu par le SE pendant la période avril-août 2020 ont été reportées à cause de la suspension de voyages entre les provinces de la RDC. Le SE a réussi à rattraper ce retard pendant les deniers mois de l’année, et un ensemble de dix missions ont été réalisées en 2020.
* Quatre membres du Secrétariat Exécutif ont été contaminés par le coronavirus, ce qui a – en plus du stress posé à ces individus et à leurs proches – demandé des efforts supplémentaires auprès du management du SE, tel que la désinfection des bureaux, le suivi des collègues malades, etc.
* L’ensemble de membres du SE ont dû faire des tests COVID-19 plusieurs fois, à la fois en amont des missions sur le terrain, et en cas de contact ayant testé positif. Ceci a non seulement pris du temps, mais a aussi imposé des coûts supplémentaires au SE.

Tableau 19 Matrice de risque COVID-19 pour les Agences d’exécution

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Description de la mesure de réponse** | **Impacts des mesures sur le programme** | **Mesures palliatives pour réduire et/ou mitiger ces impacts** | **Coûts additionnels** |
| Par exemple suspension des missions de terrain | Expliciter l’impact de ces mesures sur le plan de travail 2020, inclus la durée de leur application | Comment prévoyez-vous de compenser l’impact de ces mesures ou quelles actions avez-vous prévues pour substituer ? | La mise en place des mesures de compensations implique-t-elle des coûts supplémentaires ? Les quantifier, s’ils ne sont pas quantifiés, décrire les postes de coûts supplémentaires. |

# Défis et leçons apprises dans la mise en œuvre du Programme d’Appui au SE

Comme mentionné ci-haut, la crise COVID-19 a, malgré les difficultés, permis au SE de se renouveler, par exemple à travers une meilleure maîtrise des technologies de visioconférence, et l’introduction de l’approbation par email par les structures de gouvernance du FONAREDD. Ces innovations pourront être bénéfiques même après la pandémie, vu qu’elles ont le potentiel de permettre la participation d’un plus grand nombre de personnes aux réunions du FONAREDD, et de rendre plus efficaces les mécanismes de prise de décision.

Il sera essentiel de renforcer davantage les capacités d’évaluation des programmes ainsi que le système de critères d’évaluation, par exemple à travers l’adoption d’un nouveau manuel de S&E (dont le draft a déjà été élaboré), permettant d’évaluer tous les programmes selon les mêmes conditions et de justifier les notations attribuées à chaque programme auprès des agences.

# Conclusion et recommandations

* L’organisation du Premier Forum du FONAREDD en janvier ainsi que de l’atelier de consultations sur le nouveau partenariat RDC-CAFI ont été des occasions précieuses de mieux faire connaitre le travail du Fonds et d’échanger avec près de 200 parties prenantes sur ses priorités futures. L’implication forte de l’ensemble du SE dans l’organisation de ces deux évènements ainsi que leur succès ont également été un stimulant important pour les membres du SE. La tenue d’un deuxième Forum ou d’une conférence de caractère similaire au moment opportun devrait donc être considérée.
* Le Rapport annuel 2019 du FONAREDD a été félicité par les partenaires et membres du COPIL du Fonds en raison de son caractère analytique, détaillé et structuré. Ceci présente au SE l’occasion de tirer profit des préparations de ce rapport afin d’élaborer un meilleur rapport du Fonds pour l’année 2020.
* L’année 2020 marque la première année où un chargé de communication a joint l’équipe du FONAREDD. La stratégie de communication produite et discutée en retraite du FONAREDD est particulièrement solide et permettra au FONAREDD de mieux réaliser ses objectifs de sensibilisation, communication et capitalisation sur les résultats. Plusieurs axes d’intervention sont prévus qui ont été bloqués en 2020 en raison de la crise COVID et des difficultés rencontrées avec les déplacements sur terrain pour la capture d’entretiens, d’images et d’échanges avec les bénéficiaires des programmes. Ainsi, en 2021 qui constitue une année charnière pour le FONAREDD mais également pour les négociations sur les forêts globalement et pour la RDC (présidence de l’UA, présidence de SABSTA…) il sera essentiel de déployer très rapidement les moyens de communication pour saisir ces moments et communiquer la RDC différemment.
* Comme le nombre de cas de COVID-19 en RDC, notamment à Kinshasa, a augmenté de façon considérable vers la fin de 2020, le Secrétariat Exécutif se voit obligé d’introduire une nouvelle période de télétravail partiel à partir du début de 2021. Il est également possible qu’une nouvelle période de confinement soit imposée par le Gouvernement. Dans ce contexte, il est essentiel que le SE tire les leçons de l’expérience vécu lors du premier semestre 2020, afin de renforcer davantage les capacités de télétravail, la tenue de réunions et le suivi des programmes à distance, et la priorisation d’activités le cas échéant.
* Avec le nombre de réunions du Comité Technique qui augmente, le portefeuille qui devient de plus en plus actif, et les négociations en cours avec CAFI, le SE FONAREDD a été très sollicité en des circonstances difficiles en 2020. Nonobstant, plusieurs initiatives ont été lancées, dont les Cadres de Coopération et d’Echanges, les missions de suivi de terrain ont été rattrapées, les négociations avec USAID et l’UE sur l’alignement et l’harmonisation évoluent vers la signature d’un accord tripartite. Toutefois, le volume de travail va certainement continuer à augmenter, il s’agit donc d’effectuer des recrutements supplémentaires, si possible en identifiant les personnes à l’avance étant donné les échecs fréquents de ces processus de recrutement.
* Il est à noter que le modèle hybride actuel est relativement efficient mais mériterait des ajustements ; de plus, des divergences émergent quelques fois qui portent à croire que l’entendement du montage du Fonds et de son appui diverge entre le PNUD, la partie nationale et les partenaires. Il y aurait lieu de clarifier cet entendement le plus vite possible afin de fluidifier le fonctionnement.
* Annexe

1. L’enveloppe budgétaire globale du projet a été approuvée et réservée par le MPTF dans ses comptes ; toutefois les transferts des financements se font sur une base annuelle après approbation du PTA par le Comité de pilotage du programme. [↑](#footnote-ref-2)
2. À ce montant s’ajoutent 292512 ,68 usd d’engagements. [↑](#footnote-ref-3)